

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**
Suivi de la conjoncture monétaire
et financière
POLYNESIE FRANCAISE
N° 119 – 3^{ème} Trimestre 2004

Sommaire

	Page
Synthèse	3
1. L'évolution monétaire et financière	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	4
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	4
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	5
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	7
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	11
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	15
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	19
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	23
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	27
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	27
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	28
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	29
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	29
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	31
2. Rappels des taux	
2.1 Taux administrés	33
2.1.1 Taux d'intérêt légal	33
2.1.2 Taux d'intervention de l'Institut	33
2.2 Taux du marché	33
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	33
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	34
2.3 Taux de l'usure	34
2.3.1 Crédits aux particuliers	34
2.3.2 Crédits aux entreprises	34
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	35
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	35
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	36
3. Autres activités de l'IEOM	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	39
3.2 Les systèmes d'échanges	41
3.3 Le refinancement	42

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit, le Trésor Public et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).

Synthèse

A fin juin 2004, l'ensemble des actifs financiers des agents économiques polynésiens a représenté un volume de 370,7 milliards de F CFP, en progression de 8,9 % en glissement annuel (340,5 milliards en juin 2003).

Dans le détail, les dépôts à vue ont augmenté de 13,4 % et les placements à court terme se sont maintenus au même niveau sur la période, avec cependant des évolutions contrastées de leurs composantes : + 13,8 % pour les comptes sur livrets, + 5,1 % pour les OPCVM monétaires et - 17,3 % pour les dépôts à terme.

L'épargne à long terme a poursuivi son expansion, affichant + 30,4 %, grâce à l'intérêt grandissant des Polynésiens pour les produits de l'assurance vie (+ 33,3 %) et pour les plans d'épargne logement (+ 36 %).

Les particuliers et les sociétés non financières ont été les principaux détenteurs des actifs financiers, avec respectivement 62,7 % et 20,2 % de l'encours global. Sur l'année, les dépôts des premiers ont augmenté de 6,1 % et ceux des seconds de 13,1 %.

L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés aux agents économiques polynésiens a représenté 412,7 milliards de F CFP à fin juin 2004 contre 381,7 un an auparavant, soit + 8,1 % en rythme annuel. Les crédits sont principalement distribués aux particuliers (44,4 % de l'encours global) et aux sociétés non financières (30,3 %).

Les banques locales, avec 80 % du total (330 milliards de F CFP au 30 juin 2004, contre 298,5 en juin 2003), constituaient la plus importante source de financement de l'économie polynésienne. Elles ont principalement octroyé des crédits à l'habitat (30,8 % de l'encours), de trésorerie (30,2 %) et d'équipement (14,6 %). Toutes ces catégories de concours bancaires ont contribué à l'évolution favorable de l'encours global, en affichant respectivement + 7,3 %, + 13,9 % et + 3,9 %.

Quant aux établissements de crédit situés hors de la zone d'émission de l'IEOM (82,8 milliards de F CFP d'encours de crédits à fin juin 2004, contre 83,2 un an plus tôt), ils se positionnent essentiellement dans la distribution de crédits à l'équipement (69,6 %) et à l'habitat (18,9 %). Tandis que l'encours des premiers s'est affaibli de 3,8 %, celui des seconds a connu une hausse de 25,6 % au cours de l'année. Tous ces concours bancaires se partagent entre les autres agents résidents, principalement des collectivités publiques locales (67,7 % de l'encours), les particuliers (23,3 %) et les sociétés non financières (6,7 %).

S'agissant des indicateurs de vulnérabilité, les comptes ordinaires débiteurs des agents économiques polynésiens n'ont crû que de 0,5 % en douze mois. En revanche, le rythme de croissance annuel des créances douteuses nettes s'est accéléré au cours du second trimestre, atteignant + 26,7 %, en raison de la forte augmentation constatée chez les établissements situés hors de la zone d'émission. Pour les banques de la place, la progression est restée calquée sur celle de l'encours global (+ 10,2 %) tandis que leur taux de créances douteuses brutes est passé de 5,3 % à 5 % en un an.

1. L'évolution monétaire et financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

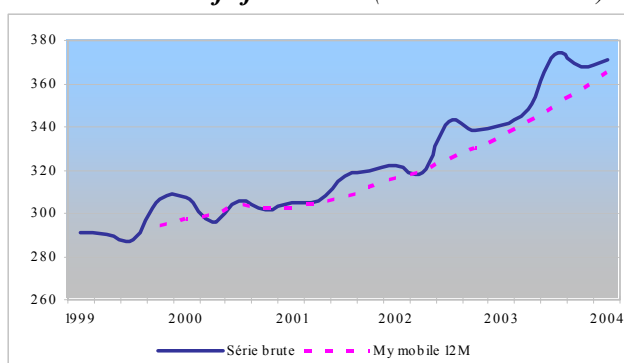
Commentaires :

Au 30 juin 2004, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens a représenté un volume de 370,7 milliards de F CFP, en progression de 8,9 % en rythme annuel (340,5 milliards de F CFP à fin juin 2003).

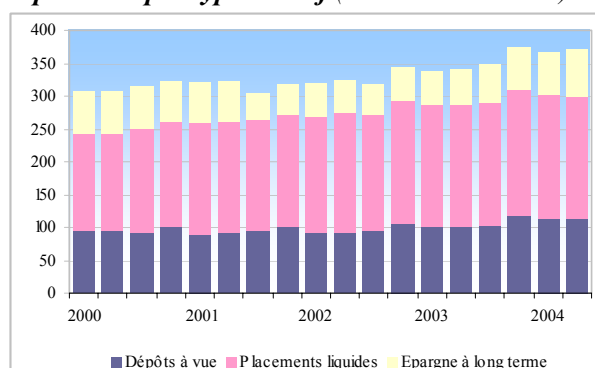
Les placements liquides, qui comptent pour plus de la moitié des actifs, n'ont crû que de 1,9 % sur la période (186,4 milliards de F CFP contre 186,2 en juin 2003). A l'inverse, les dépôts à vue (113,1 milliards de F CFP contre 99,7) et l'épargne à long terme (71,2 milliards de F CFP contre 54,6) ont connu une croissance significative de leur encours, affichant respectivement + 12,5 % et + 21,1 %.

	Montants en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	juin-03	déc-03	juin-04
Actifs financiers.....	340 509	347 784	373 709	367 925	370 664	5,7%	9,1%	8,9%
Dépôts à vue.....	99 696	101 784	117 790	112 145	113 093	7,3%	12,3%	13,4%
Placements liquides.....	186 236	188 004	193 008	189 712	186 404	2,4%	2,4%	0,1%
Comptes sur livret.....	69 974	75 101	78 568	79 593	79 599	30,4%	33,3%	13,8%
Cptes d'épargne-logement.	188	203	215	234	220	126,5%	45,3%	17,3%
Dépôts à terme.....	80 550	76 343	76 786	72 046	66 609	-12,7%	-14,5%	-17,3%
OPCVM monétaires.....	14 345	15 002	15 455	15 154	15 078	39,3%	11,7%	5,1%
Divers.....	21 179	21 355	21 984	22 685	24 898	-16,9%	-14,7%	17,6%
Epargne à long terme.....	54 577	57 997	62 912	66 068	71 168	15,4%	28,2%	30,4%
Actions - obligations.....	5 878	5 889	5 821	5 863	5 711	1,9%	4,2%	-2,8%
OPCVM non monétaires..	19 651	20 749	21 857	23 783	26 559	-2,5%	15,8%	35,2%
Plans d'épargne logement	6 187	6 744	7 297	7 900	8 414	95,5%	53,0%	36,0%
Assurance-vie.....	22 861	24 614	27 936	28 521	30 484	25,6%	40,9%	33,3%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

Commentaires :

A fin de deuxième trimestre 2004, l'encours des dépôts auprès des banques et institutions financières de la place a augmenté de 5,4 % sur douze mois pour s'établir à 292,8 milliards de F CFP (contre 277,8 milliards un an plus tôt).

Les dépôts à vue

Avec un encours de 113,1 milliards de F CFP, le rythme de progression annuel des dépôts à vue s'est accéléré ; il est passé de 7,3 % en juin 2003 à 13,4 % en juin 2004.

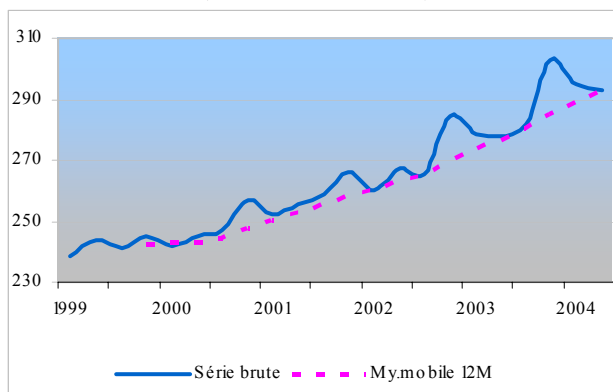
Les placements liquides

A l'inverse, les placements liquides, qui se sont établis à 171,3 milliards de F CFP au terme du premier semestre 2004 (171,9 milliards en juin 2003) ont enregistré un repli de leur encours de 0,3 % résultant des évolutions contrastées de leurs composantes.

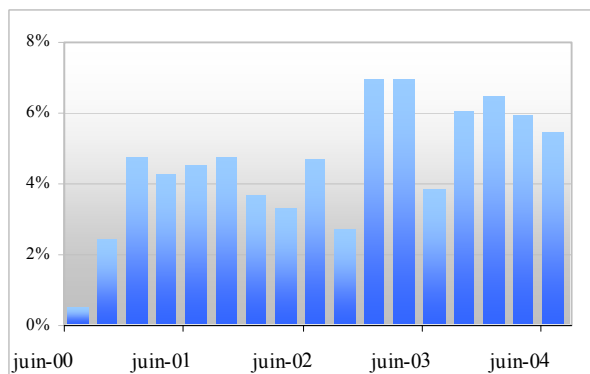
Ainsi, les comptes sur livrets sont passés de 70 milliards de F CFP au deuxième trimestre 2003 à 79,6 milliards de F CFP un an plus tard, profitant pleinement de la désaffection à l'encontre des dépôts à terme.

Ces derniers ont reculé de 17,3% (66,6 milliards de F CFP au 30 juin 2004 contre 80,6 un an plus tôt), handicapés par la baisse de leur rémunération.

Dépôts collectés par les EC locaux
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel

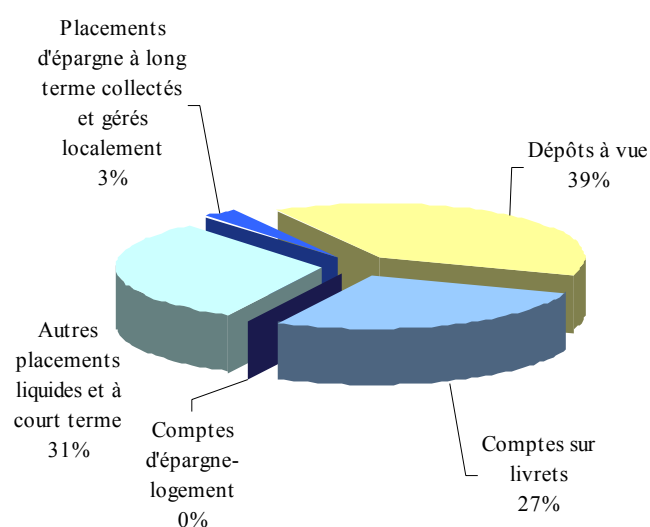


1. L'évolution monétaire et financière

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

						Variation en glissement annuel à fin		
	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	juin-03	déc-03	juin-04
Dépôts à vue	99 696	101 784	117 790	112 145	113 093	7,3%	12,3%	13,4%
dont banques locales	94 040	95 771	111 710	105 010	107 066	7,3%	12,4%	13,9%
Comptes sur livrets	69 974	75 101	78 568	79 593	79 599	30,4%	33,3%	13,8%
Comptes d'épargne-logement	188	203	215	234	220	126,5%	45,4%	17,3%
Autres placements liquides et à court terme	101 729	97 698	98 770	94 731	91 507	-13,6%	-14,5%	-10,0%
Dépôts à terme	80 550	76 343	76 786	72 046	66 609	-12,7%	-14,5%	-17,3%
Bons de caisse	12 316	11 948	13 464	14 068	15 903	-4,9%	-4,5%	29,1%
Certificats de dépôts	8 864	9 408	8 520	8 617	8 995	-29,3%	-27,1%	1,5%
dont banques locales	101 729	97 698	98 770	94 731	91 507	-13,6%	-14,5%	-10,0%
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	271 587	274 785	295 342	286 703	284 419	3,8%	5,6%	4,7%
dont banques locales	265 932	268 773	289 263	279 567	278 393	3,6%	5,5%	4,7%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	6 187	6 744	7 297	7 900	8 414	95,5%	53,0%	36,0%
Plans d'épargne logement	6 187	6 744	7 297	7 900	8 414	95,5%	53,0%	36,0%
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	277 775	281 529	302 640	294 603	292 833	4,6%	6,4%	5,4%
dont banques locales	272 119	275 517	296 560	287 467	286 807	3,7%	6,3%	5,4%

Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2004



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Commentaires :

L'encours des produits d'épargne collectés localement et dont la gestion est assurée par les institutions extérieures s'est élevé à 77,8 milliards de F CFP au terme du deuxième trimestre, en augmentation de 24,1 % en glissement annuel (62,7 milliards en juin 2003).

Placements liquides et à court terme

Les placements liquides et à court terme, entièrement constitués d'OPCVM monétaires, ont atteint 15,1 milliards de F CFP, confirmant leur tendance haussière avec + 5,1 % de progression annuelle (14,3 milliards en juin 2003) au deuxième trimestre 2004 et + 39,3 % douze mois plus tôt.

Placements d'épargne à long terme

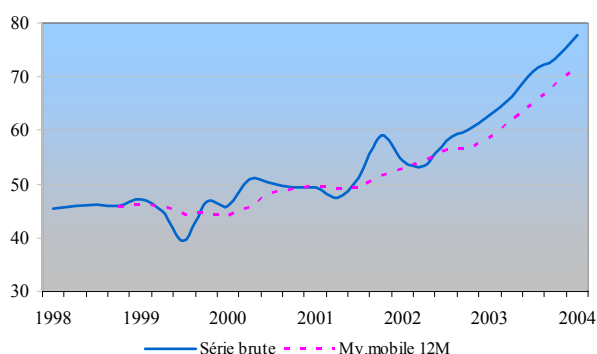
En cumul, l'épargne à long terme a progressé de 29,7 % sur la période pour s'afficher à 62,8 milliards de F CFP (48,4 en juin 2003), soit 80,6 % de l'épargne collectée localement et gérée hors de la zone d'émission (77 % au 30 juin 2003).

L'intérêt des épargnants polynésiens envers les produits d'assurance-vie s'est accru au cours des douze derniers mois. Après avoir progressé de 25,6 % en juin 2003, leur encours s'est inscrit en hausse de 33,3 % au deuxième trimestre 2004 pour s'établir à 30,5 milliards de F CFP, comptant pour 48,6 % de l'ensemble des placements d'épargne à long terme.

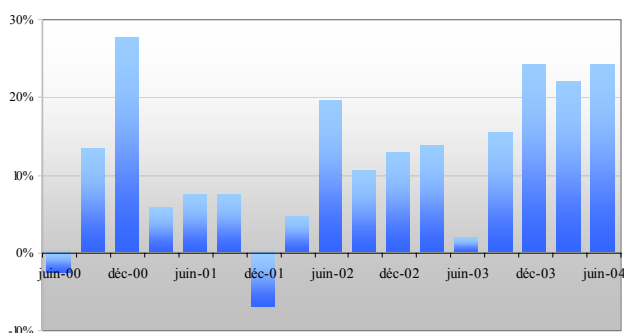
Les OPCVM non monétaires ont également connu une croissance sensible de leur encours entre juin 2003 et juin 2004. D'un montant de 26,6 milliards (19,7 milliards un an plus tôt), ils ont ainsi affiché une progression de 35,2 %.

Dans le même temps, la valeur des placements en actions s'est accrue de 13,3 % (2,4 milliards de F CFP contre 2,1) tandis que celle des obligations est ressortie en diminution de 11,9 % (3,3 milliards de F CFP contre 3,8).

Epargne gérée par les EC HZE
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel

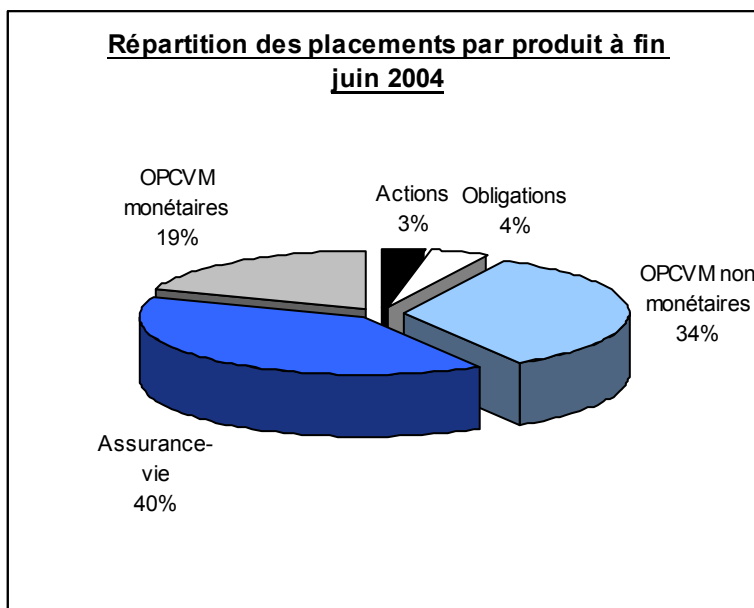


1. L'évolution monétaire et financière

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

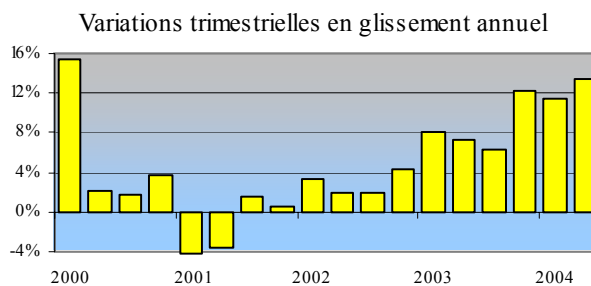
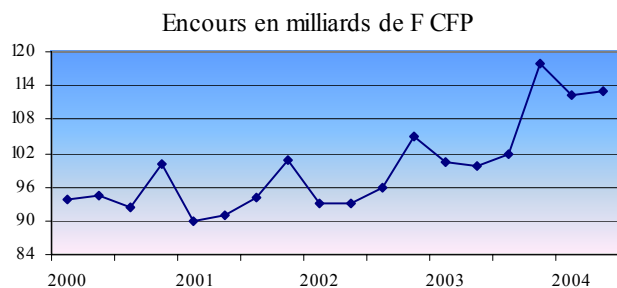
	Montants en millions de F CFP au					Variation en gliss. annuel à fin		
	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	juin-03	déc-03	juin-04
Placements liquides et à court terme	14 345	15 002	15 455	15 154	15 078	39,3%	11,7%	5,1%
OPCVM monétaires	14 345	15 002	15 455	15 154	15 078	39,3%	11,7%	5,1%
<i>dont collectés par banques locales</i>	14 345	15 002	15 140	14 838	14 861	39,3%	9,4%	3,6%
Placements d'épargne à long terme	48 390	51 253	55 614	58 168	62 754	9,7%	25,6%	29,7%
Actions	2 120	2 237	2 407	2 435	2 402	-4,0%	26,4%	13,3%
Obligations	3 758	3 652	3 414	3 428	3 310	5,5%	-7,3%	-11,9%
OPCVM non monétaires	19 651	20 749	21 857	23 783	26 559	-2,5%	15,8%	35,2%
Assurances-vie	22 862	24 614	27 936	28 521	30 484	25,6%	40,9%	33,3%
<i>dont collectés par banques locales</i>	48 390	51 253	55 614	58 168	62 754	9,7%	25,6%	29,7%
TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE	62 735	66 255	71 069	73 322	77 831	15,3%	22,3%	24,1%

Répartition des placements par produit à fin juin 2004

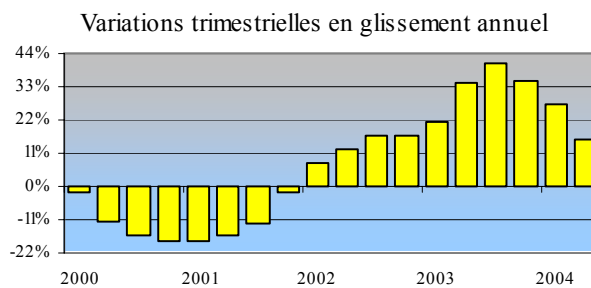
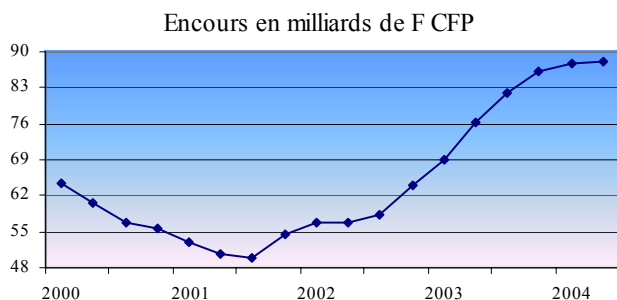


L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

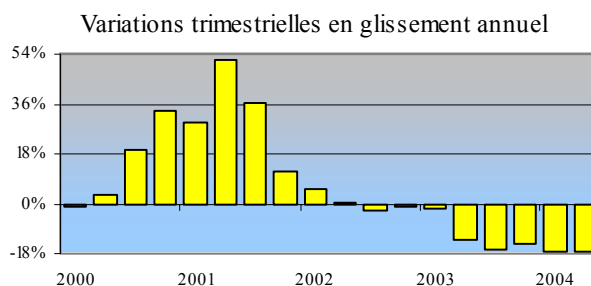
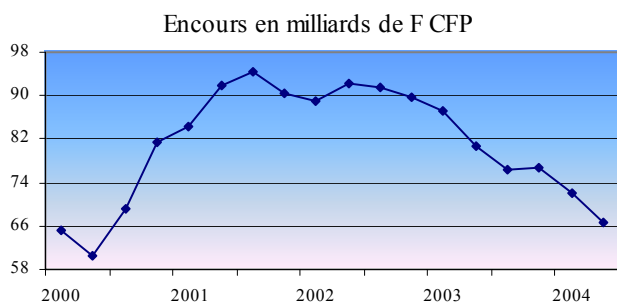
Dépôts à vue



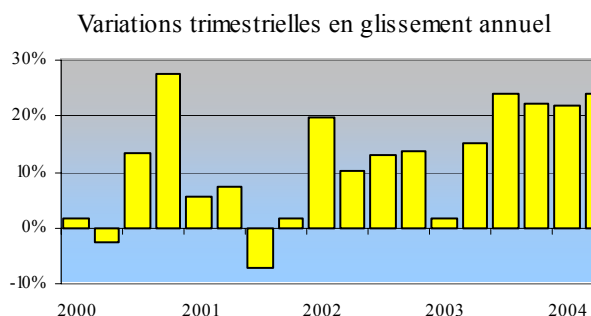
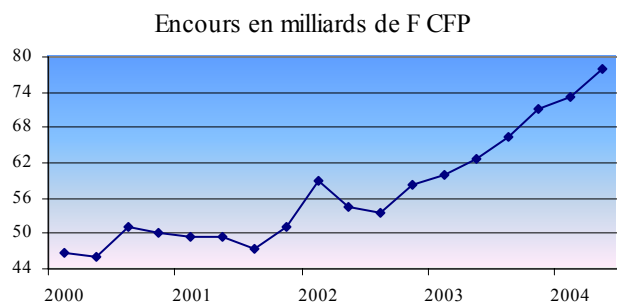
Comptes d'épargne à régime spécial



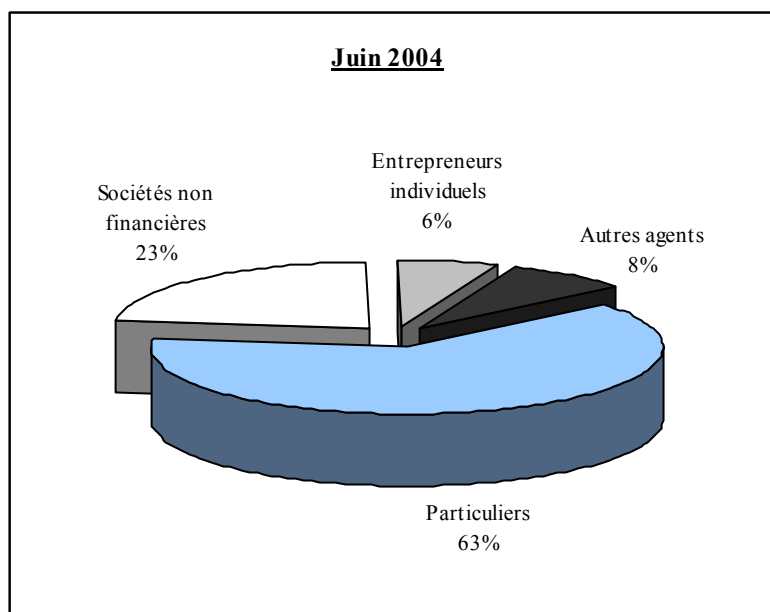
Comptes créditeurs à terme



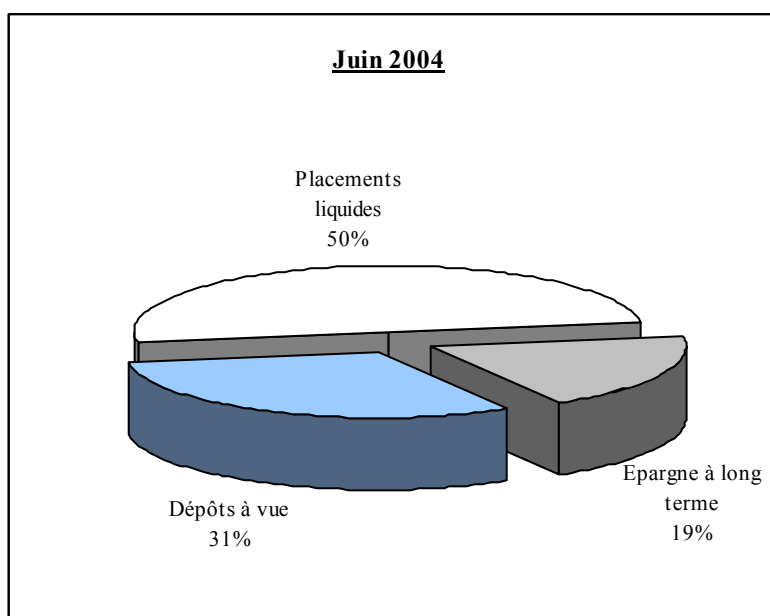
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENT ECONOMIQUE



REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE DE PRODUITS



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.4 Actifs financiers par agent économique

DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP au						Var. en glissement annuel à fin		
	30/06/03		31/12/03		30/06/04		30/06/03	31/12/03	30/06/04
	Montant	Parts	Montant	Parts	Montant	Parts			
Dépôts à vue	99 696		117 790		113 093		7,3%	12,3%	13,4%
Sociétés non financières	35 246	35%	49 369	42%	42 229	37%	7,3%	17,1%	19,8%
Entrepreneurs individuels	10 775	11%	11 747	10%	11 287	10%	7,1%	16,6%	4,7%
Particuliers	45 219	45%	46 266	39%	50 611	45%	10,3%	6,3%	11,9%
Autres agents résidents	7 266	7%	9 373	8%	7 254	6%	- 6,4%	16,9%	- 0,2%
Non résidents	1 190	1%	1 036	1%	1 712	2%	- 5,0%	- 5,4%	43,9%
Autres dépôts	169 215		176 330		162 331		4,3%	5,1%	- 4,1%
Sociétés non financières	23 568	14%	27 992	16%	27 372	17%	6,9%	31,7%	16,1%
Entrepreneurs individuels	11 684	7%	11 866	7%	10 598	7%	12,4%	- 8,3%	- 9,3%
Particuliers	127 865	76%	130 828	74%	118 899	73%	4,3%	3,1%	- 7,0%
Autres agents résidents	4 536	3%	4 417	3%	4 187	3%	-16,8%	-13,5%	- 7,7%
Non résidents	1 561	1%	1 228	1%	1 276	1%	- 9,5%	-23,1%	-18,3%
Total des dépôts locaux (hors CDD)	268 911		294 120		275 424		5,4%	7,9%	2,4%
Sociétés non financières	58 814	22%	77 361	26%	69 601	25%	7,1%	22,0%	18,3%
Entrepreneurs individuels	22 155	8%	23 612	8%	21 885	8%	8,3%	3,6%	- 1,2%
Particuliers	167 201	62%	177 093	60%	169 510	62%	2,2%	6,8%	1,4%
Autres agents résidents	11 802	4%	13 790	5%	11 440	4%	-10,7%	5,1%	- 3,1%
Non résidents	2 751	1%	2 263	1%	2 988	1%	- 7,6%	-15,9%	8,6%
Certificats de dépôts (CDD)	8 864		8 520		8 995		-29,3%	-27,1%	1,5%
TOTAL	277 775		302 640		284 419		3,8%	6,4%	2,4%

ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

	Montant en millions de F CFP au						Var. en glissement annuel à fin		
	30/06/03		31/12/03		30/06/04		30/06/03	31/12/03	30/06/04
	Montant	Parts	Montant	Parts	Montant	Parts			
Total	62 734		71 069		77 831		15,3%	22,3%	24,1%
Sociétés non financières	5 949	9%	6 882	10%	3 697	5%	166,6%	27,0%	-37,9%
Entrepreneurs individuels	229	n.s.	1 782	3%	773	1%	- 9,5%	699,2%	237,9%
Particuliers	46 936	75%	52 112	73%	57 675	74%	13,8%	21,8%	22,9%
Autres agents résidents	9 620	15%	10 293	14%	15 687	20%	-10,2%	6,2%	63,1%
Non résidents	-	n.s.	0	n.s.	0	n.s.	-	-	-

Commentaires :

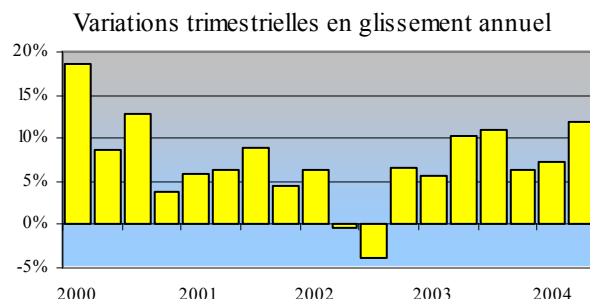
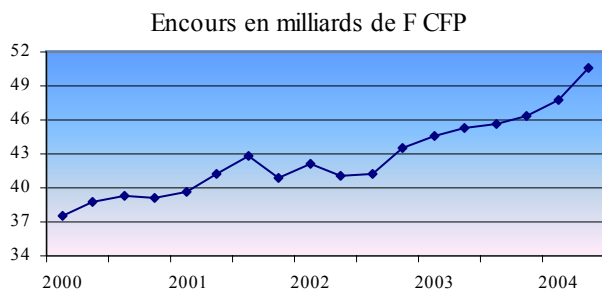
A fin juin 2004, les particuliers sont demeurés les principaux détenteurs des dépôts collectés. Ainsi, leur encours, collecté et géré par les banques locales, a été de 169,5 milliards de F CFP (62 % du total), en progression de 1,4 % en glissement annuel (167,2 milliards en juin 2003). A la même date, il a été de 57,7 milliards de F CFP dans les établissements situés hors de la zone d'émission (74 % du total) contre 46,9 milliards un an plus tôt, soit + 22,9 %.

Les sociétés non financières détiennent également une grande part de l'épargne, qu'elle ait été collectée par les établissements de crédit pour leur propre compte (25 % du total) ou gérée par des institutions extérieures (7 %) avec des encours respectifs de 69,6 milliards de F CFP (+ 18,3 % sur l'année) et de 3,7 milliards de F CFP (- 37,9 %).

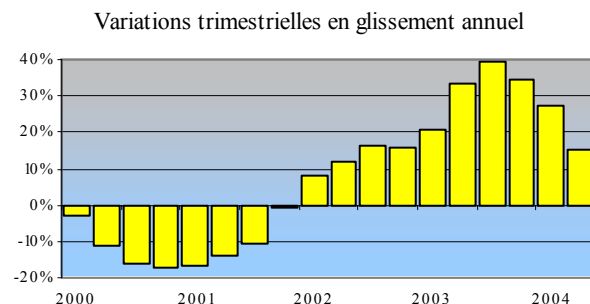
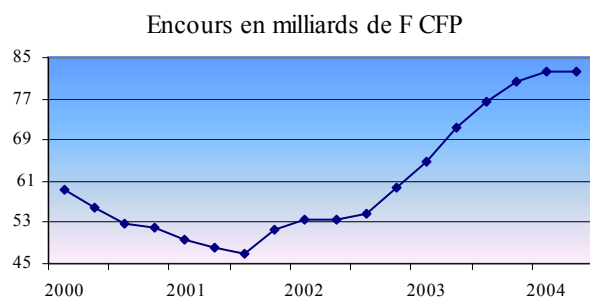
Les autres agents (collectivités publiques locales, non-résidents, entrepreneurs individuels) représentent, en cumul, 13 % de l'encours total des dépôts collectés localement.

LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

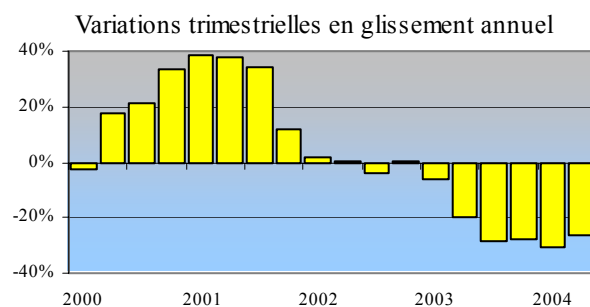
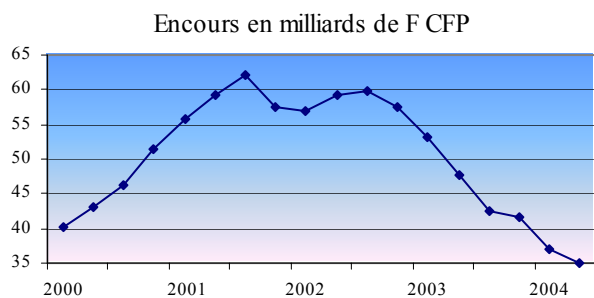
Dépôts à vue



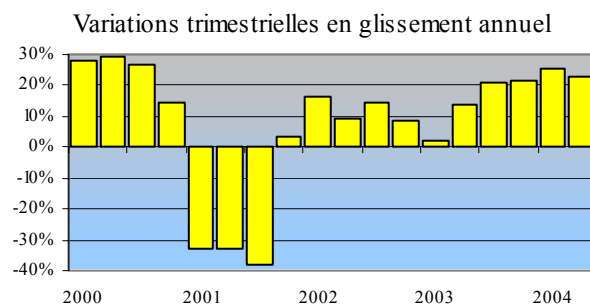
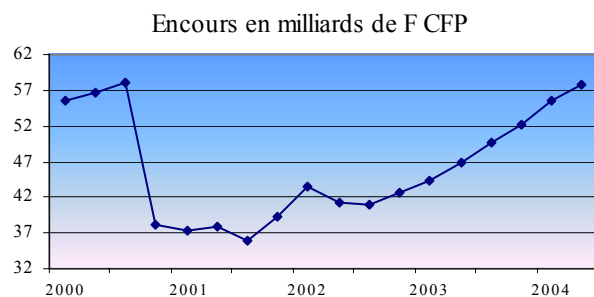
Comptes d'épargne à régime spécial



Comptes créditeurs à terme

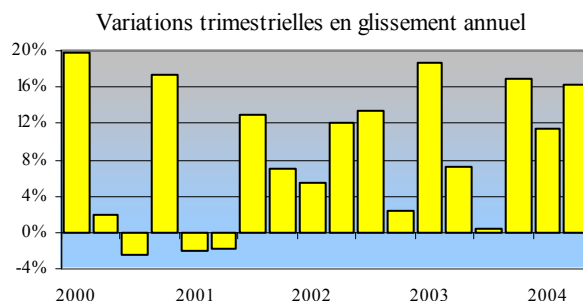
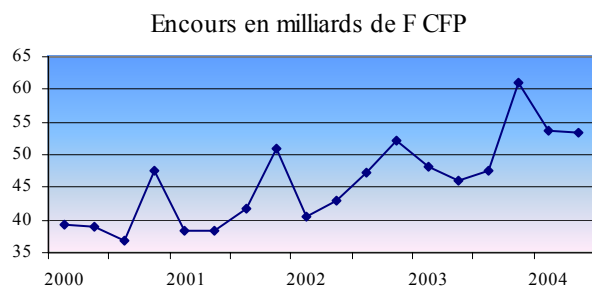


Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

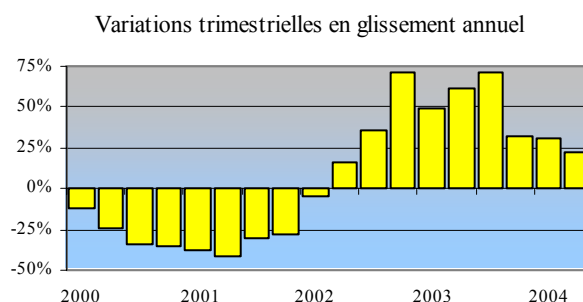
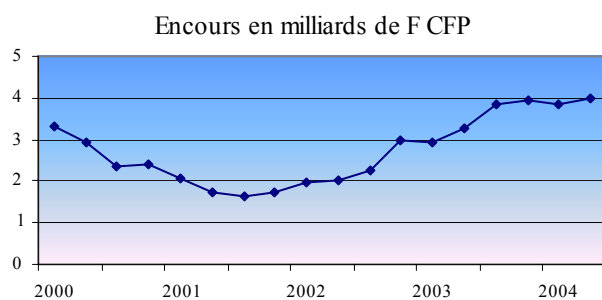


LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

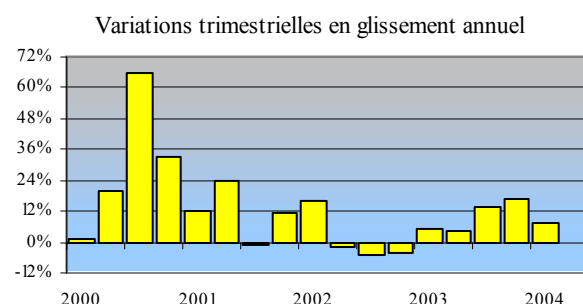
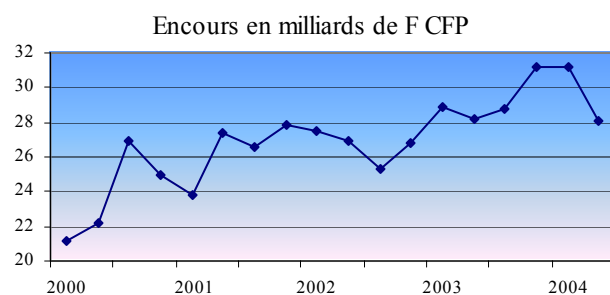
Dépôts à vue



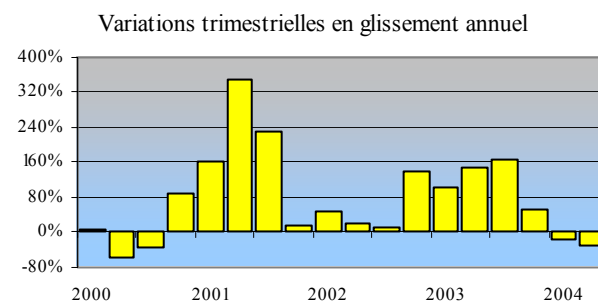
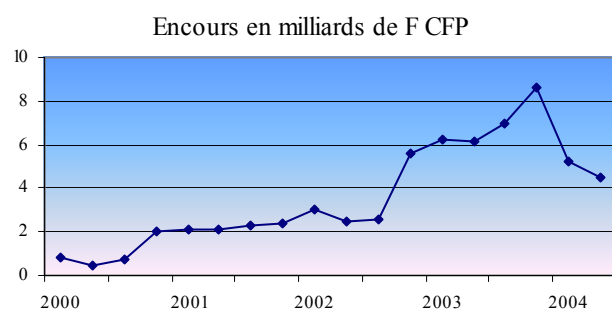
Comptes d'épargne à régime spécial



Comptes créditeurs à terme



Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



1. L'évolution monétaire et financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

Commentaires :

Le montant total des concours de caractère bancaire octroyés sur la place s'élève à 412,7 milliards de F CFP au 30 juin 2004, en progression de 2 % sur le trimestre (404,5 milliards de F CFP en mars 2004) et de 8,1 % sur l'année (381,7 milliards en juin 2003). Celui-ci est principalement réparti entre les crédits à l'habitat (28,4 % de l'encours global), à l'équipement (25,6 %) et de trésorerie (25,2 %).

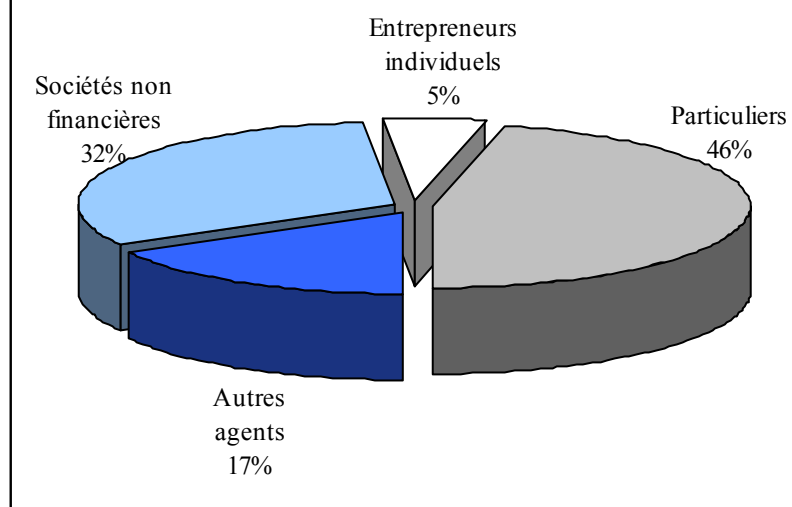
L'ensemble des crédits à l'habitat a représenté un encours de 117,3 milliards de F CFP à fin juin 2004, en augmentation de 9,4 % par rapport à fin juin 2003. Les principaux bénéficiaires de ces concours ont été les particuliers qui ont poursuivi leurs efforts d'investissement avec un volume de 102,9 milliards de F CFP (88,4 % du volume accordé).

Les crédits à l'équipement atteignent pour leur part 105,6 milliards de F CFP, dont 57,6 milliards de F CFP (54,5 % de l'encours) proviennent des établissements situés hors de la zone d'émission. L'octroi de ces concours bancaires s'est restreint au cours du deuxième trimestre 2004, leur volume s'étant contracté de 2,1 % sur le trimestre et de 0,5 % sur l'année.

Les crédits de trésorerie se sont quant à eux établis à 104 milliards de F CFP à fin juin 2004. Ils ont suivi une orientation haussière en affichant + 10,6 % en glissement annuel, celle-ci ayant concerné l'ensemble des agents économiques polynésiens.

S'agissant des indicateurs de vulnérabilité, si les comptes ordinaires débiteurs n'ont progressé que de 0,5 % sur l'année, les créances douteuses nettes se sont accrues de 26,7 %.

**Ventilation par agent économique de l'ensemble
des concours de caractère bancaire accordés
sur la place au 30 juin 2004**



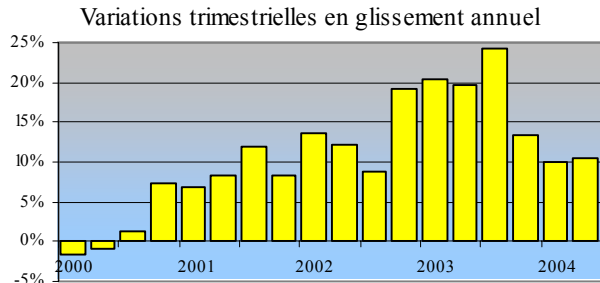
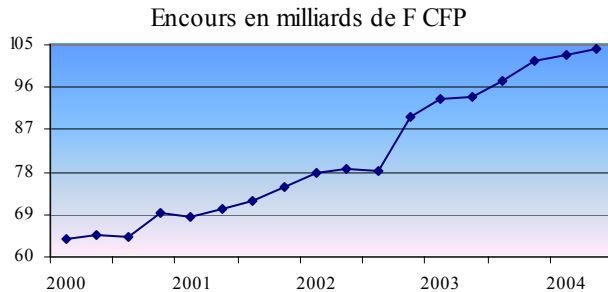
1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE												
(toutes zones d'émission confondues)												
Montants en milliards de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %			
	30/06/03	30/09/03	31/12/03	31/03/04	30/06/04	30/06/03	31/12/03	30/06/04	30/06/03	31/12/03	30/06/04	
Créances commerciales	3 692	4 250	3 509	3 037	3 396	52,8%	32,5%	- 8,0%	1,0%	0,9%	0,8%	
Sociétés non financières	3 427	3 982	3 171	2 836	3 146	56,6%	37,1%	- 8,2%	92,8%	90,4%	92,6%	
Entrepreneurs individuels	265	269	338	201	250	15,7%	0,7%	- 5,6%	7,2%	9,6%	7,4%	
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Crédits de trésorerie	94 088	97 476	101 643	102 742	104 020	19,6%	13,5%	10,6%	24,6%	25,0%	25,2%	
Sociétés non financières	27 471	28 333	29 199	29 803	29 739	23,6%	13,6%	8,3%	29,2%	29,1%	28,7%	
Entrepreneurs individuels	4 785	4 823	4 712	5 017	5 074	12,9%	3,2%	6,0%	5,1%	4,9%	4,6%	
Particuliers	60 710	62 962	65 772	65 763	66 534	19,1%	13,2%	9,6%	64,5%	64,6%	64,7%	
Autres agents résidents	1 122	1 359	1 960	2 159	2 673	-11,3%	67,3%	138,2%	1,2%	1,4%	1,9%	
Crédits à l'équipement	106 117	105 849	109 011	107 875	105 634	9,1%	0,5%	- 0,5%	27,8%	26,8%	25,6%	
Sociétés non financières	45 062	45 837	49 894	48 013	44 620	2,4%	3,0%	- 1,0%	42,5%	43,3%	45,8%	
Entrepreneurs individuels	5 388	5 294	5 377	5 494	5 263	- 8,1%	- 6,3%	- 2,3%	5,1%	5,0%	4,9%	
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	55 667	54 718	53 741	54 368	55 751	17,4%	6,7%	0,2%	52,5%	51,7%	49,3%	
Crédits à l'habitat	107 157	110 529	113 730	115 375	117 252	9,1%	9,4%	9,4%	28,1%	28,0%	28,4%	
Sociétés non financières	6 344	6 904	8 088	8 674	9 048	- 3,1%	17,3%	42,6%	5,9%	6,2%	7,1%	
Entrepreneurs individuels	4 091	4 308	4 466	4 503	4 606	14,3%	15,9%	12,6%	3,8%	3,9%	3,9%	
Particuliers	95 985	98 590	100 490	101 522	102 875	9,3%	9,2%	7,2%	89,6%	89,2%	88,4%	
Autres agents résidents	737	726	685	677	723	208,3%	240,5%	- 1,8%	0,7%	0,7%	0,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	19 165	18 675	21 313	19 861	19 253	0,7%	4,1%	0,5%	5,0%	5,2%	4,7%	
Sociétés non financières	13 440	13 038	14 881	13 673	13 531	6,4%	- 0,1%	0,7%	70,1%	69,8%	69,8%	
Entrepreneurs individuels	1 776	1 573	1 608	1 645	1 405	4,6%	- 5,8%	-20,9%	9,3%	8,4%	7,5%	
Particuliers	3 391	3 563	3 784	3 534	3 316	0,7%	16,2%	- 2,2%	17,7%	19,1%	17,8%	
Autres agents résidents	558	500	1 040	1 009	1 002	-58,1%	68,7%	79,4%	2,9%	2,7%	4,9%	
Autres crédits	31 554	32 440	36 019	35 102	40 923	4,6%	14,5%	29,7%	8,3%	8,9%	9,9%	
Sociétés non financières	17 992	18 883	22 397	21 889	23 176	- 1,4%	20,8%	28,8%	57,0%	58,2%	62,2%	
Entrepreneurs individuels	3 044	3 184	3 151	3 117	3 904	2,3%	1,1%	28,2%	9,6%	9,8%	8,7%	
Particuliers	6 893	6 900	7 108	7 198	7 804	38,8%	18,2%	13,2%	21,8%	21,3%	19,7%	
Autres agents résidents	3 014	2 920	2 794	2 751	2 794	-15,4%	-13,7%	- 7,3%	9,6%	9,0%	7,8%	
Non résidents	611	553	569	146	3 246	51,6%	- 0,1%	431,2%	1,9%	1,7%	1,6%	
Créances douteuses nettes	5 642	4 966	5 893	5 593	7 148	9,6%	31,4%	26,7%	1,5%	1,5%	1,7%	
Sociétés non financières	2 161	2 102	2 362	2 300	2 469	-12,1%	34,3%	14,2%	38,3%	42,3%	40,1%	
Entrepreneurs individuels	919	899	1 391	1 100	1 237	3,9%	26,0%	34,5%	16,3%	18,1%	23,6%	
Particuliers	2 555	1 941	2 129	2 180	3 272	45,0%	32,1%	28,0%	45,3%	39,1%	36,1%	
Autres agents résidents	6	17	7	11	9	-85,0%	-78,8%	47,1%	0,1%	0,4%	0,1%	
Non résidents	0	6	4	3	161	-84,9%	-54,7%	76975,1%	0,0%	0,1%	0,1%	
TOTAL NET	371 148	378 044	395 726	393 714	401 539	10,9%	8,5%	8,2%	97,2%	97,4%	97,3%	
Sociétés non financières	115 897	119 080	129 993	126 784	124 922	7,0%	7,9%	7,8%	30,4%	30,6%	32,0%	
Entrepreneurs individuels	20 268	20 351	21 043	21 076	21 737	4,1%	3,0%	7,2%	5,3%	5,2%	5,2%	
Particuliers	169 534	173 955	179 283	179 962	183 178	13,9%	10,7%	8,0%	44,4%	44,7%	44,1%	
Autres agents résidents	61 104	60 240	60 226	60 975	62 952	13,5%	1,5%	3,0%	16,0%	15,5%	14,8%	
Non résidents	611	559	574	149	3 407	51,2%	- 1,0%	457,3%	0,2%	0,1%	0,1%	
Autres concours non ventilés	3 734	3 859	4 607	4 128	3 913	2,0%	25,4%	4,8%	1,0%	1,0%	1,1%	
Provisions non ventilées	10 551	11 219	10 394	10 814	11 196	11,6%	4,5%	6,1%	2,8%	2,9%	2,6%	
TOTAL BRUT	381 700	389 263	406 120	404 528	412 735	10,9%	8,4%	8,1%	100,0%	100,0%	100,0%	
Taux créances douteuses brutes	4,2%	4,2%	4,0%	4,1%	4,4%	- 0,0%	4,1%	4,8%				
Taux de provisionnement	65,2%	69,3%	63,8%	65,9%	61,0%	0,6%	- 7,4%	- 6,3%				

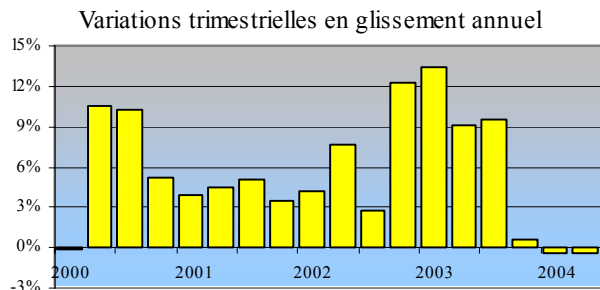
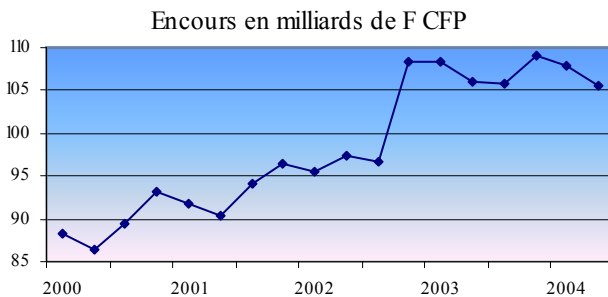
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

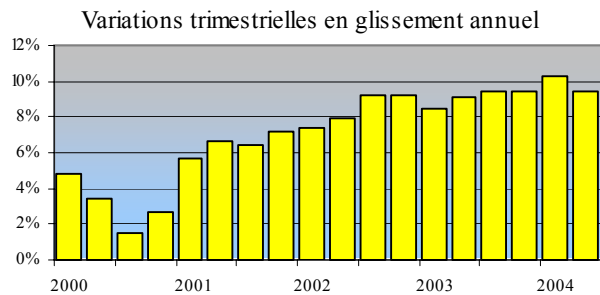
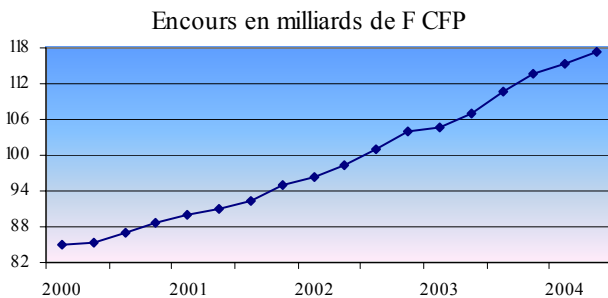
Crédits de trésorerie



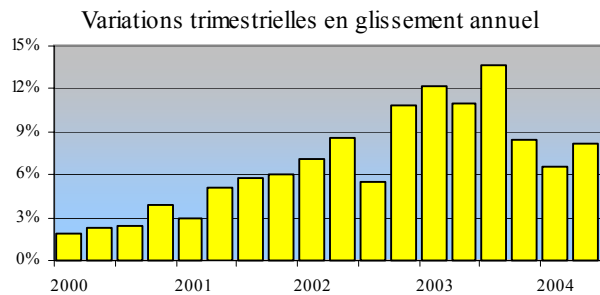
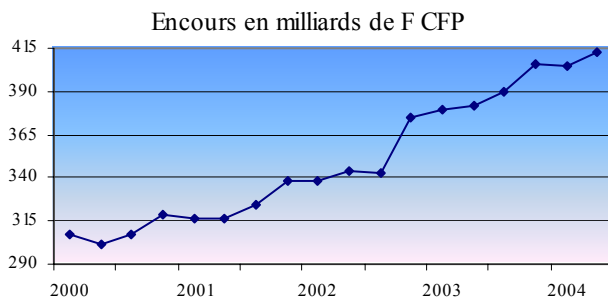
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

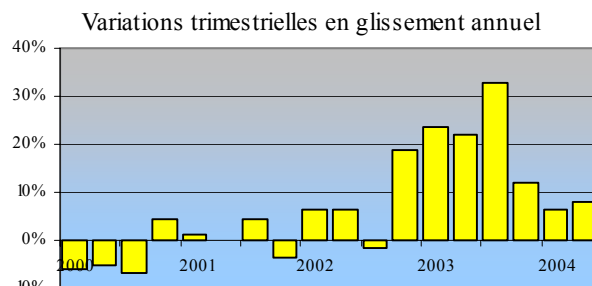
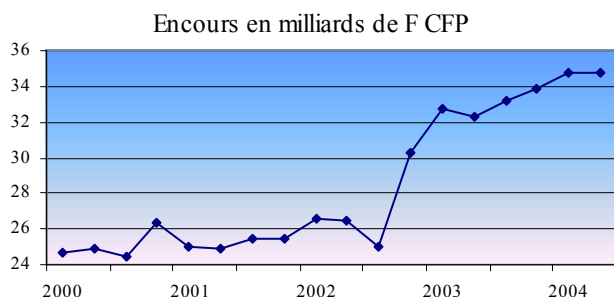


Ensemble des crédits

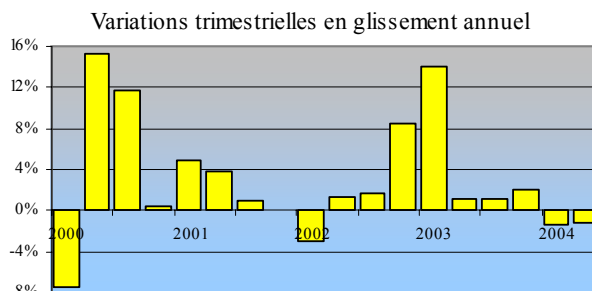
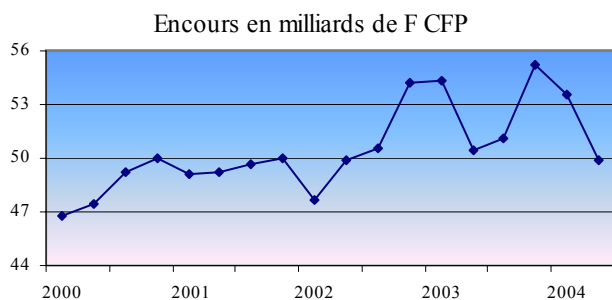


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

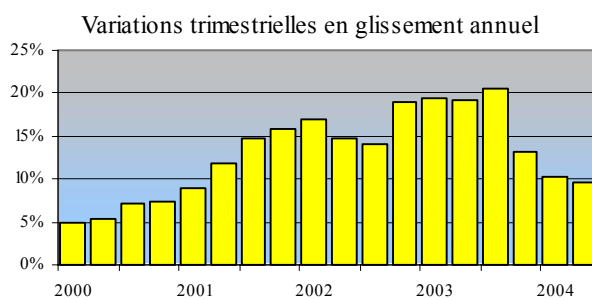
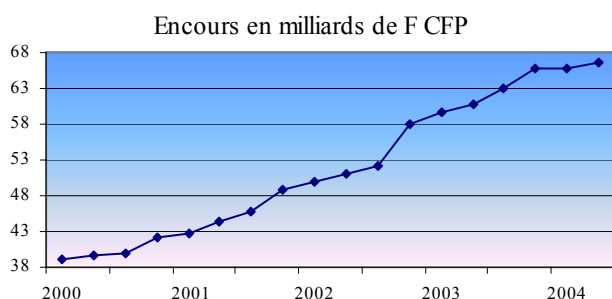
Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



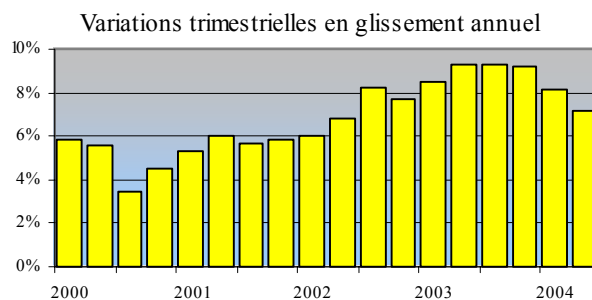
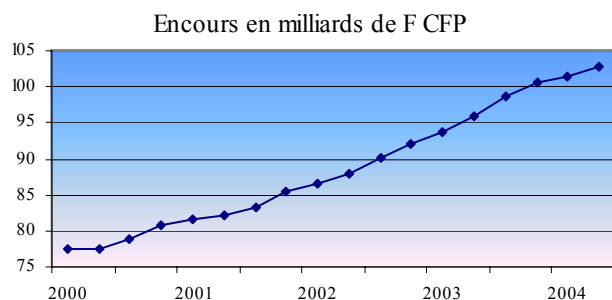
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Commentaires :

Au 30 juin 2004, l'encours des crédits bancaires octroyés par les banques de la place s'élevait à 330 milliards de F CFP, en hausse de 10,5 % en rythme annuel (298,5 milliards de F CFP au 30 juin 2003).

Répartition et évolution des concours par catégorie

A l'issue du second trimestre, les crédits à l'habitat représentaient la principale activité de crédit des banques locales (30,8 % du total des crédits), leur encours s'élevant à 101,6 milliards de F CFP. En l'espace d'un an, il s'est accru de 7,3 % (94,7 milliards de F CFP à fin juin 2003).

Second poste en volume, les crédits de trésorerie ont enregistré une croissance sensible et pesé sur la tendance globale : concentrant 30,2 % de l'encours des crédits à l'économie, ils sont passés de 87,6 milliards de F CFP en juin 2003 à 99,8 un an plus tard (+ 13,9 %).

Les crédits à l'équipement ont connu une hausse annuelle de leur encours plus modeste (48 milliards de F CFP contre 46,2), de l'ordre de 3,9 %. Ceux-ci ont représenté 14,6 % de l'ensemble des concours de caractère bancaire.

Les comptes ordinaires débiteurs sont restés stables (+ 0,5 % sur un an), s'établissant à 19,3 milliards de F CFP en juin 2004 (19,2 milliards de F CFP en juin 2003).

Dans l'ensemble, la situation financière des agents économiques ne semble pas s'être dégradée ; les créances douteuses nettes ont eu un rythme de progression de + 10,2 % (5,7 milliards de F CFP contre 5,2 un an plus tôt), assez proche de celui de l'encours global. Le taux de créances douteuses brutes a atteint 5 % en juin 2004, inférieur à celui de juin 2003 (5,3 %).

Répartition et évolution des concours par agent économique

Les particuliers sont demeurés les principaux emprunteurs des établissements locaux en totalisant près de la moitié de l'encours global (49,7 %). De juin 2003 à juin 2004, l'encours des crédits aux particuliers est passé de 152,5 milliards de F CFP à 163,9 milliards (+ 7,4 %). Il est composé majoritairement de crédits à l'habitat avec 87,8 milliards de F CFP (+ 4,4 %), suivi des crédits de trésorerie d'un montant de 62,3 milliards de F CFP, dont la progression annuelle a été sensible (+ 11,1 %). Si l'encours des découverts s'est légèrement réduit (- 2,2 %), en revanche les créances douteuses nettes ont affiché une forte hausse (+ 26,1 %).

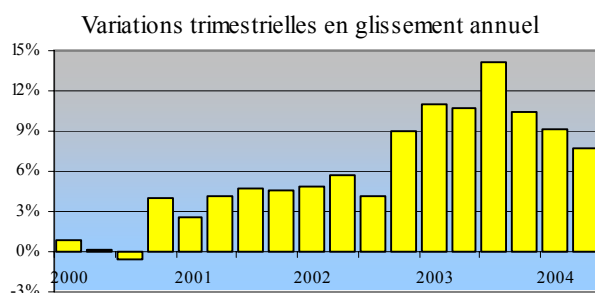
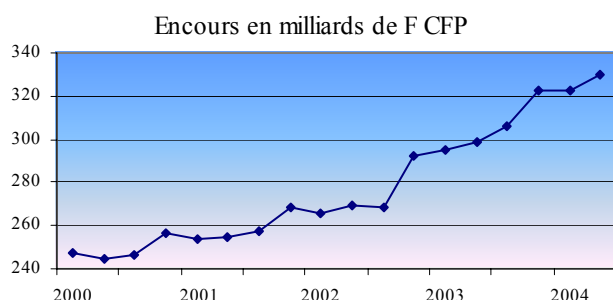
Les sociétés non financières ont vu l'encours de leurs crédits bancaires augmenter de 11,7 % en l'espace d'un an pour atteindre 119,4 milliards de F CFP (106,9 milliards au deuxième trimestre 2003), pour représenter 36,2 % de l'encours global. Elles ont principalement sollicité des crédits à l'équipement (40,2 milliards de F CFP, soit + 2,8 % sur l'année), et dans une moindre mesure de trésorerie (29,7 milliards de F CFP, + 15,9 %). La situation financière de ces sociétés semble s'être améliorée, comme en témoignent la baisse significative de leurs créances douteuses nettes (- 23,1 %) et la stabilité de l'encours de leurs comptes ordinaires débiteurs (+ 0,7 %).

L'encours des crédits aux entrepreneurs individuels, d'une valeur globale de 21,7 milliards de F CFP, s'est affiché en hausse de 7,2 % en rythme annuel (20,3 milliards de F CFP un an plus tôt). Les concours sont constitués de crédits à l'équipement (5,3 milliards de F CFP), de trésorerie (5,1 milliards de F CFP) et à l'habitat (4,6 milliards de F CFP), ces derniers enregistrant l'évolution la plus significative au cours des douze derniers mois (+ 12,6 %). L'analyse des indicateurs de vulnérabilité montre des évolutions contrastées : alors que l'encours des comptes débiteurs s'est replié de 20,9 %, celui des créances douteuses nettes s'est accru de 34,5 %.

1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE												
Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission												
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %			
	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003	30/06/2004	
Créances commerciales	3 692	4 250	3 509	3 037	3 396	52,8%	32,5%	- 8,0%	1,2%	1,1%	1,0%	
Sociétés non financières	3 427	3 982	3 171	2 836	3 146	56,6%	37,1%	- 8,2%	92,8%	90,4%	92,6%	
Entrepreneurs individuels	265	269	338	201	250	15,7%	0,7%	- 5,6%	7,2%	9,6%	7,4%	
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédits de trésorerie	87 617	90 897	95 160	98 303	99 774	20,4%	11,9%	13,9%	29,3%	29,5%	30,2%	
Sociétés non financières	25 652	26 513	27 372	29 803	29 739	25,8%	6,5%	15,9%	29,3%	28,8%	29,8%	
Entrepreneurs individuels	4 785	4 823	4 712	5 017	5 074	12,9%	3,2%	6,0%	5,5%	5,0%	5,1%	
Particuliers	56 058	58 202	61 117	61 324	62 288	19,5%	14,1%	11,1%	64,0%	64,2%	62,4%	
Autres agents résidents	1 122	1 359	1 960	2 159	2 673	-11,3%	67,3%	138,2%	1,3%	2,1%	2,7%	
Crédits à l'équipement	46 209	46 933	51 523	49 700	48 029	9,1%	10,7%	3,9%	15,5%	16,0%	14,6%	
Sociétés non financières	39 146	39 921	43 417	41 536	40 234	11,5%	9,7%	2,8%	84,7%	84,3%	83,8%	
Entrepreneurs individuels	5 388	5 294	5 377	5 494	5 263	- 8,1%	- 6,3%	- 2,3%	11,7%	10,4%	11,0%	
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	1 676	1 718	2 730	2 670	2 531	23,7%	127,8%	51,1%	3,6%	5,3%	5,3%	
Crédits à l'habitat	94 680	96 959	99 224	100 257	101 586	6,2%	7,7%	7,3%	31,7%	30,7%	30,8%	
Sociétés non financières	6 344	6 904	8 088	8 674	9 048	5,0%	26,3%	42,6%	6,7%	8,2%	8,9%	
Entrepreneurs individuels	4 091	4 308	4 466	4 503	4 606	14,3%	15,9%	12,6%	4,3%	4,5%	4,5%	
Particuliers	84 089	85 601	86 523	86 943	87 813	6,0%	5,8%	4,4%	88,8%	87,2%	86,4%	
Autres agents résidents	156	146	146	138	119	21,7%	18,5%	-24,1%	0,2%	0,1%	0,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	19 165	18 675	21 313	19 861	19 253	0,7%	4,1%	0,5%	6,4%	6,6%	5,8%	
Sociétés non financières	13 440	13 038	14 881	13 673	13 531	6,4%	- 0,1%	0,7%	70,1%	69,8%	70,3%	
Entrepreneurs individuels	1 776	1 573	1 608	1 645	1 405	4,6%	- 5,8%	-20,9%	9,3%	7,5%	7,3%	
Particuliers	3 391	3 563	3 784	3 534	3 316	0,7%	16,2%	- 2,2%	17,7%	17,8%	17,2%	
Autres agents résidents	558	500	1 040	1 009	1 002	-58,1%	68,7%	79,4%	2,9%	4,9%	5,2%	
Autres crédits	27 804	28 708	32 482	31 569	37 503	6,6%	17,6%	34,9%	9,3%	10,1%	11,4%	
Sociétés non financières	16 727	17 618	21 204	20 696	22 036	- 0,7%	23,2%	31,7%	60,2%	65,3%	58,8%	
Entrepreneurs individuels	3 044	3 184	3 151	3 117	3 904	2,3%	1,1%	28,2%	10,9%	9,7%	10,4%	
Particuliers	6 877	6 884	7 088	7 179	7 785	38,9%	18,2%	13,2%	24,7%	21,8%	20,8%	
Autres agents résidents	545	468	469	431	533	-40,2%	-35,6%	- 2,1%	2,0%	1,4%	1,4%	
Non résidents	611	553	569	146	3 246	51,6%	- 0,1%	431,2%	2,2%	1,8%	8,7%	
Créances douteuses nettes	5 188	4 821	4 974	4 953	5 717	8,6%	21,0%	10,2%	1,7%	1,5%	1,7%	
Sociétés non financières	2 161	2 102	1 957	1 895	1 661	-11,2%	12,7%	-23,1%	41,6%	39,3%	29,0%	
Entrepreneurs individuels	919	899	1 391	1 100	1 237	3,9%	26,0%	34,5%	17,7%	28,0%	21,6%	
Particuliers	2 101	1 797	1 615	1 945	2 649	48,4%	31,4%	26,1%	40,5%	32,5%	46,3%	
Autres agents résidents	6	17	7	11	9	-85,0%	-78,8%	47,1%	0,1%	0,1%	0,2%	
Non résidents	0	6	4	3	161	-84,9%	-54,7%	76975,1%	0,0%	0,3%	13,0%	
TOTAL NET	287 978	294 993	312 343	311 359	319 171	10,7%	10,7%	10,8%	96,5%	96,8%	96,7%	
Sociétés non financières	106 896	110 079	120 091	119 114	119 397	11,7%	11,4%	11,7%	35,8%	37,2%	36,2%	
Entrepreneurs individuels	20 268	20 351	21 043	21 076	21 737	4,1%	3,0%	7,2%	6,8%	6,5%	6,6%	
Particuliers	152 516	156 047	160 127	160 924	163 850	12,2%	9,8%	7,4%	51,1%	49,6%	49,7%	
Autres agents résidents	4 063	4 208	6 352	6 418	6 867	-19,2%	64,1%	69,0%	1,4%	2,0%	2,1%	
Non résidents	611	559	574	149	3 407	51,2%	- 1,0%	457,3%	0,2%	0,2%	1,0%	
Autres concours non ventilés	3 623	3 749	4 158	3 679	3 913	2,6%	16,8%	8,0%	1,2%	1,3%	1,2%	
Provisions non ventilées	10 551	11 219	10 394	10 814	10 779	11,6%	4,5%	2,2%	3,5%	3,2%	3,3%	
TOTAL BRUT	298 529	306 213	322 737	322 173	329 950	10,8%	10,5%	10,5%	100,0%	100,0%	100,0%	
Taux créances douteuses brutes	5,3%	5,2%	4,8%	4,9%	5,0%							
Taux de provisionnement	67,0%	69,9%	67,6%	68,6%	65,3%							

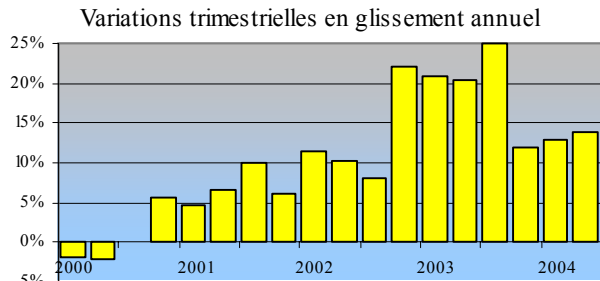
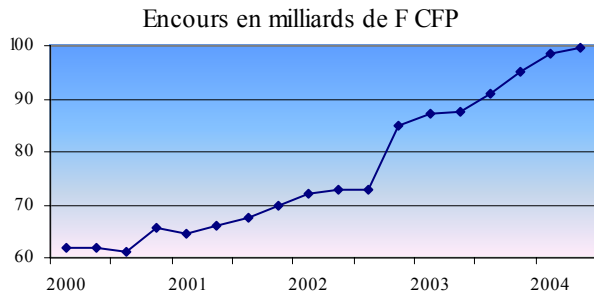
Ensemble des crédits



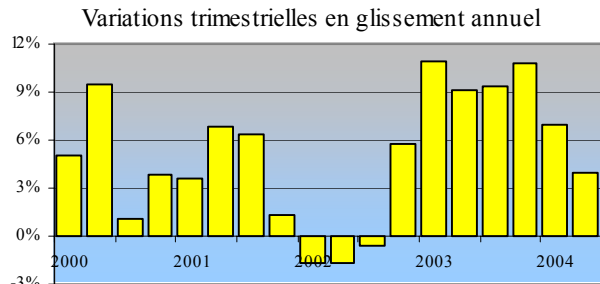
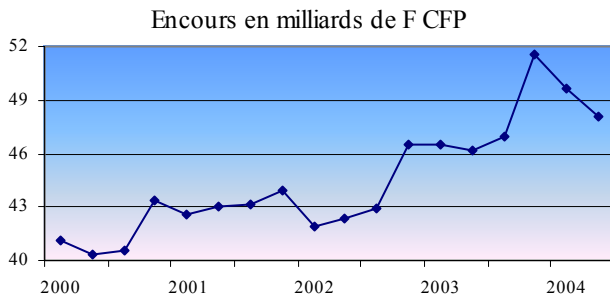
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

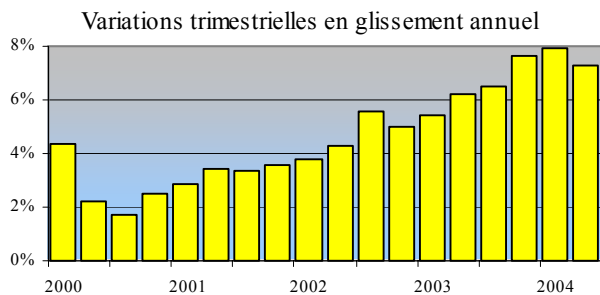
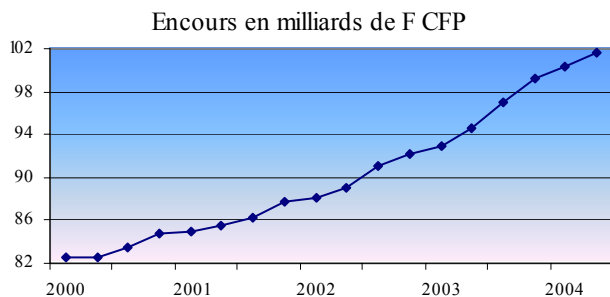
Crédits de trésorerie



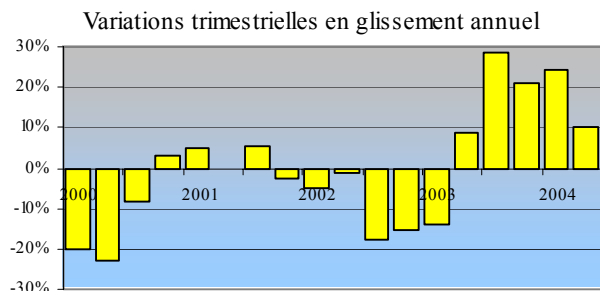
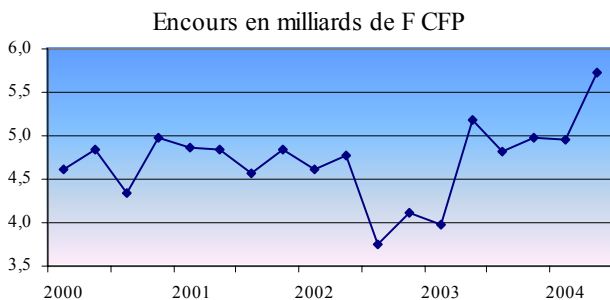
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

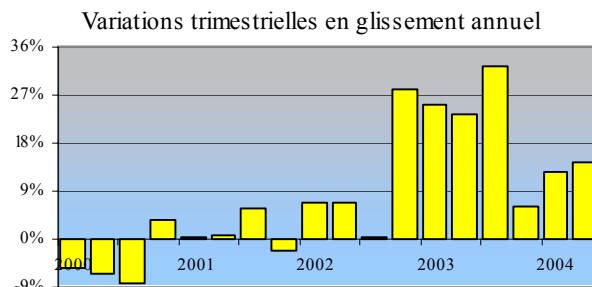
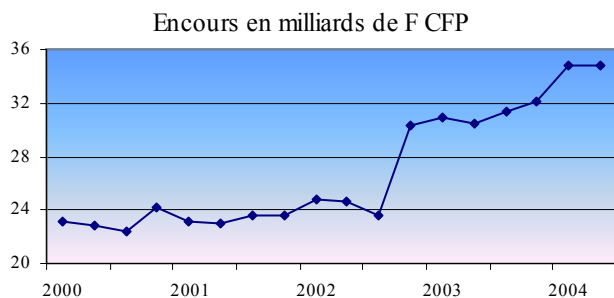


Créances douteuses nettes

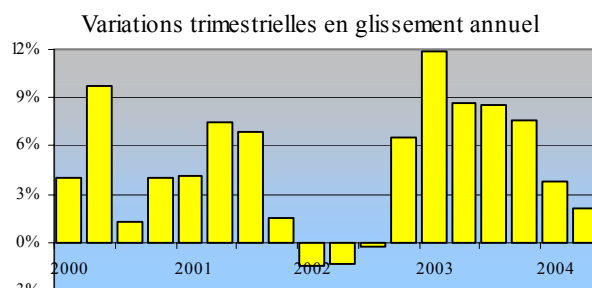
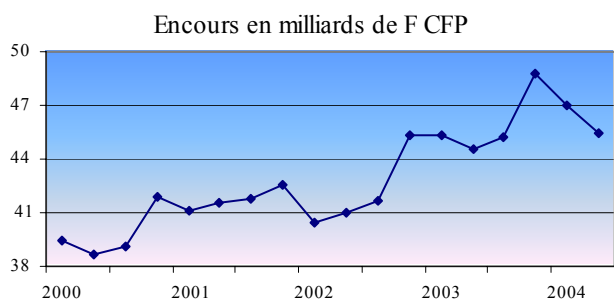


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

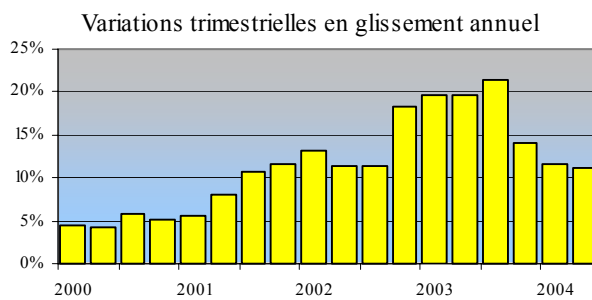
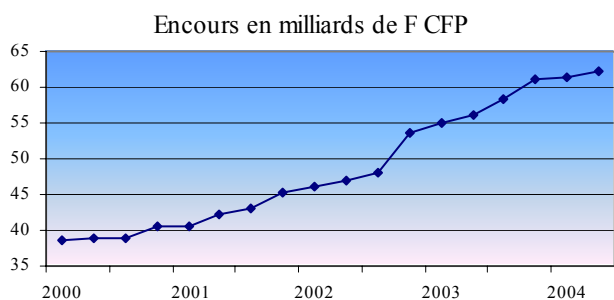
Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



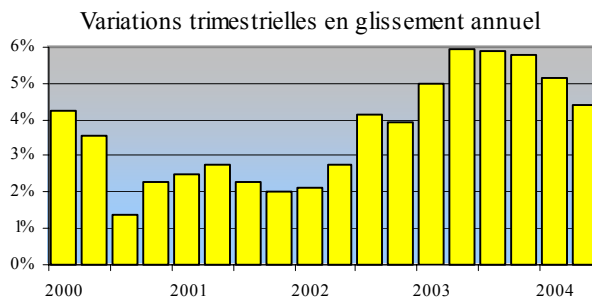
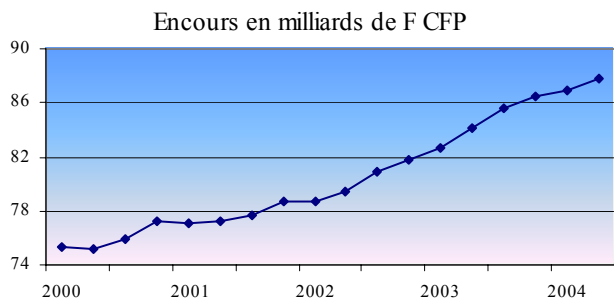
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

Commentaires :

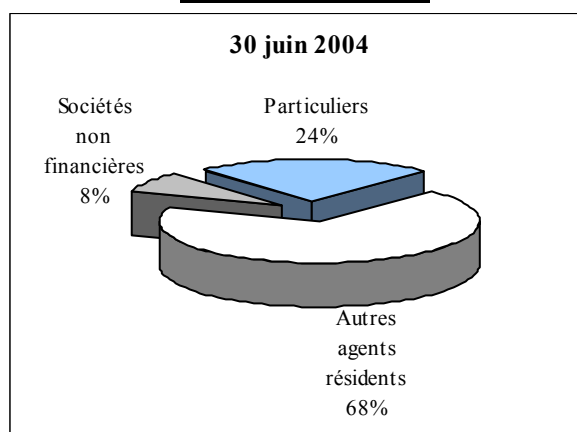
Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

Le rythme de distribution des concours accordés par les établissements de crédit HZE s'est ralenti à fin juin 2004. Avec un encours de 82,8 milliards de F CFP, ceux-ci n'ont progressé que de 0,5 % sur le trimestre (82,4 milliards de F CFP en mars 2004) et se sont inscrits en retrait de 0,4 % sur l'année (83,2 milliards de F CFP en juin 2003).

Au 30 juin 2004, la principale activité des établissements de crédit HZE résidait en l'octroi de crédits d'équipement, dont l'encours de 57,6 milliards de F CFP représentait 69,6 % du total. Néanmoins, celui-ci s'est affaibli, de 1 % sur les trois derniers mois (58,2 milliards de F CFP en mars 2004) et de 3,8 % sur les douze derniers mois (59,9 milliards en juin 2003). A contrario, les crédits à l'habitat (18,9 % du total) ont connu une croissance annuelle marquée, avec + 25,6 % en juin 2004 (+ 37,4 % en juin 2003), pour atteindre 15,7 milliards de F CFP. Enfin, les crédits de trésorerie, 5,8 % de l'encours global, se sont affaiblis de 34,4 % en glissement annuel (4,2 milliards de F CFP contre 6,5 milliards un an plus tôt).

A la fin du premier semestre 2004, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédit HZE aux autres agents résidents¹ représentait la part la plus importante des concours avec 67,7 % du total. Celui-ci est passé à 56,1 milliards de F CFP, contre 57 milliards un an auparavant (- 1,7 %). L'encours des crédits à l'équipement, 92,4 % de leurs emprunts, s'est élevé à 53,2 milliards de F CFP à la fin du deuxième trimestre 2004 contre 54 un an plus tôt, soit - 1,4 %. L'encours des crédits bancaires accordés aux particuliers, qui s'est inscrit en augmentation de 17,2 % sur un an (19,9 milliards de F CFP à fin juin 2004, contre 17 à fin juin 2003) a été principalement consacré aux crédits à l'habitat, qui se sont renforcés de 25,6 % sur la période (15,1 milliards de F CFP contre 11,9). L'encours des crédits destinés aux sociétés non financières, 6,3 milliards de F CFP au 30 juin 2004, s'est inscrit en retrait de 29,6 % en glissement annuel (9 milliards de F CFP en juin 2003).

Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission



¹ Cette catégorie regroupe surtout les administrations publiques locales.

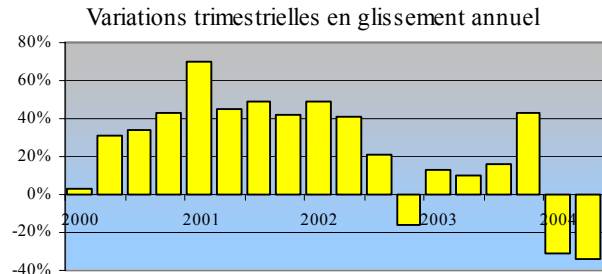
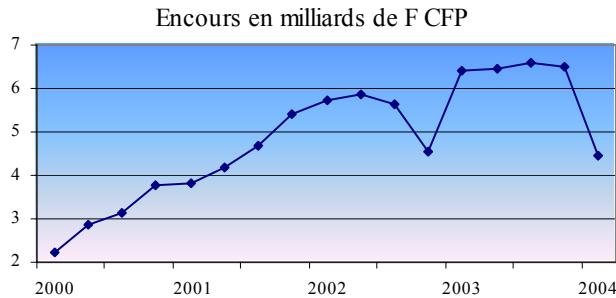
1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission											
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/06/03	30/09/03	31/12/03	31/03/04	30/06/04	30/06/03	31/12/03	30/06/04	30/06/03	31/12/03	30/06/04
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	6 471	6 579	6 483	4 439	4 246	10,1%	0,9%	-34,4%	7,8%	7,8%	5,1%
Sociétés non financières	1 819	1 819	1 828	0	0	0,0%	0,5%	-100,0%	2,2%	2,2%	-
Entrepreneurs individuels	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	4 652	4 760	4 655	4 439	4 246	14,6%	1,0%	- 8,7%	5,6%	5,6%	100,0%
Autres agents résidents	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	59 907	58 916	57 488	58 176	57 605	9,0%	- 7,1%	- 3,8%	72,0%	68,9%	69,6%
Sociétés non financières	5 916	5 916	6 477	6 477	4 386	-33,5%	-28,0%	-25,9%	7,1%	7,8%	7,6%
Entrepreneurs individuels	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	53 991	53 000	51 011	51 698	53 219	17,2%	- 3,6%	- 1,4%	64,9%	61,2%	92,4%
Crédits à l'habitat	12 476	13 570	14 506	15 118	15 666	37,4%	23,4%	25,6%	15,0%	17,4%	18,9%
Sociétés non financières	-	0	0	0	0	-100,0%	-100,0%	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	11 896	12 989	13 967	14 579	15 062	40,4%	25,2%	26,6%	14,3%	16,8%	96,1%
Autres agents résidents	580	580	539	539	604	425,8%	593,7%	4,1%	0,7%	0,6%	3,9%
Comptes ordinaires débiteurs	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	3 750	3 732	3 537	3 533	3 420	- 8,0%	- 8,0%	- 8,8%	4,5%	4,2%	4,1%
Sociétés non financières	1 265	1 265	1 193	1 193	1 139	- 9,9%	- 9,7%	- 9,9%	1,5%	1,4%	33,3%
Entrepreneurs individuels	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	16	16	20	20	19	- 8,2%	24,1%	21,6%	0,0%	0,0%	0,6%
Autres agents résidents	2 469	2 451	2 324	2 320	2 261	- 6,9%	- 7,3%	- 8,4%	3,0%	2,8%	66,1%
Créances douteuses nettes	455	144	919	640	1 431	22,4%	146,6%	214,6%	0,5%	1,1%	1,7%
Sociétés non financières	1	1	405	405	808	-97,7%	1872,7%	135226,3%	0,0%	0,5%	56,5%
Entrepreneurs individuels	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	454	144	514	235	623	31,2%	46,0%	37,1%	0,5%	0,6%	43,5%
Autres agents résidents	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	83 060	82 941	82 933	81 906	82 368	11,7%	- 1,6%	- 0,8%	99,9%	99,5%	99,5%
Sociétés non financières	9 001	9 001	9 902	8 075	6 333	-28,9%	-21,8%	-29,6%	10,8%	11,9%	7,6%
Entrepreneurs individuels	-	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	17 018	17 908	19 157	19 273	19 950	32,0%	18,7%	17,2%	20,5%	23,0%	24,1%
Autres agents résidents	57 041	56 031	53 874	54 558	56 085	16,8%	- 2,9%	- 1,7%	68,6%	64,6%	67,7%
Provisions non ventilées	110	110	449	449	449	-14,3%	287,0%	307,1%	0,1%	0,5%	0,5%
TOTAL BRUT	83 170	83 051	83 383	82 355	82 818	11,6%	- 1,2%	- 0,4%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	0,7%	0	0	0	0						
Taux de provisionnement	19,5%	0	0	0	0						

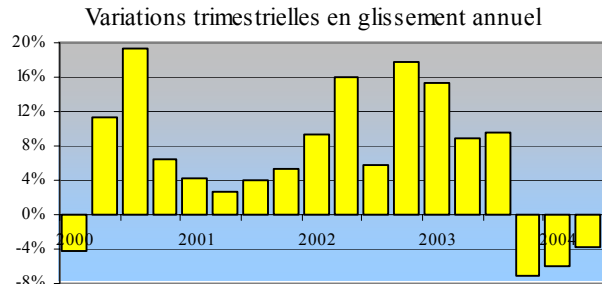
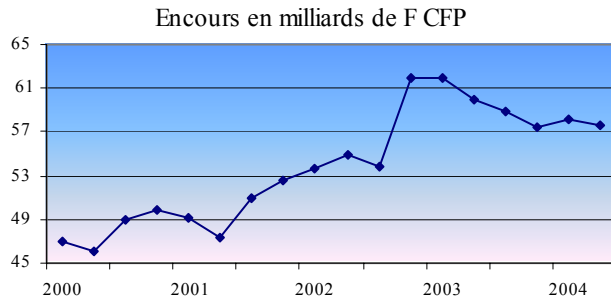
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

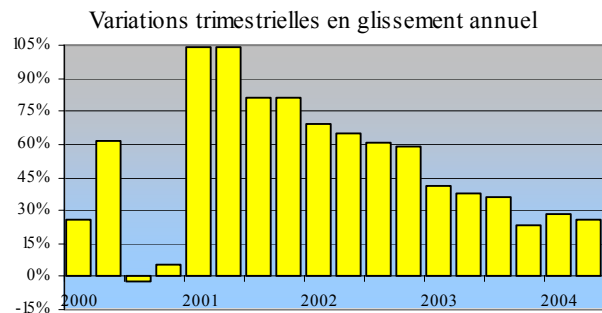
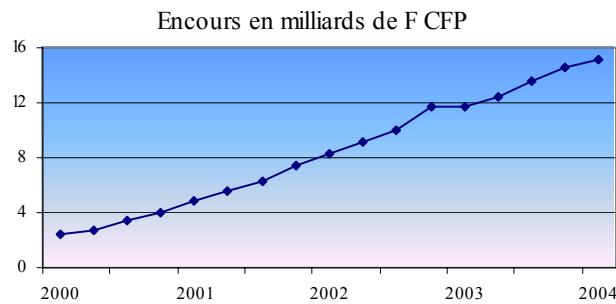
Crédits de trésorerie



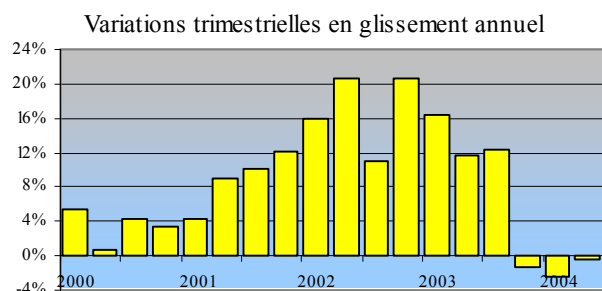
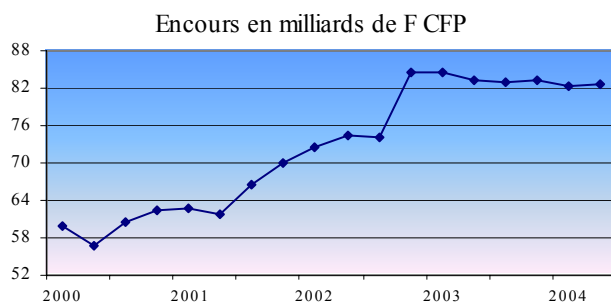
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

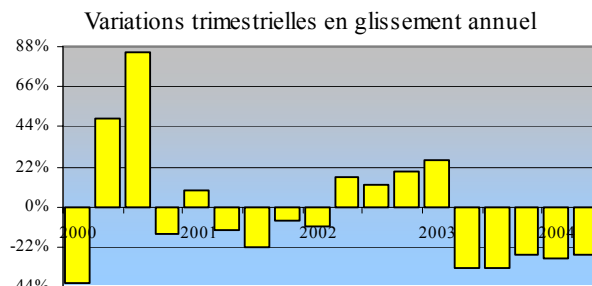
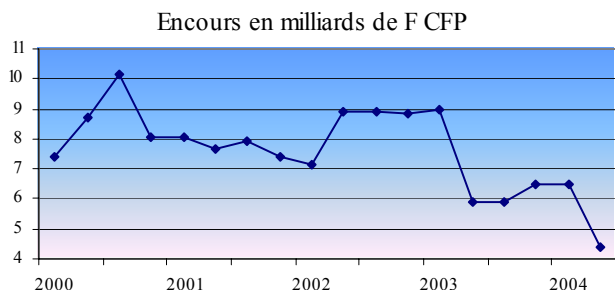


Ensemble des crédits

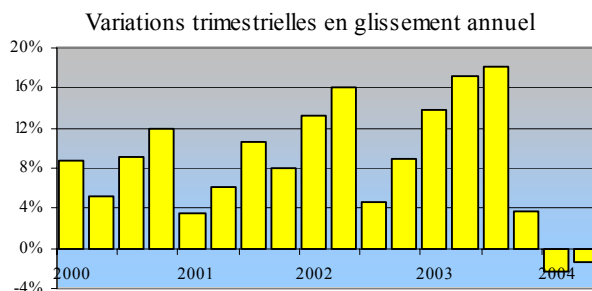
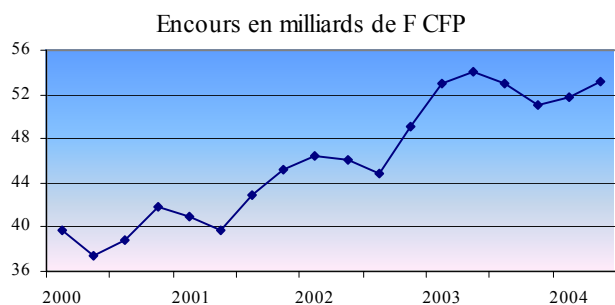


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

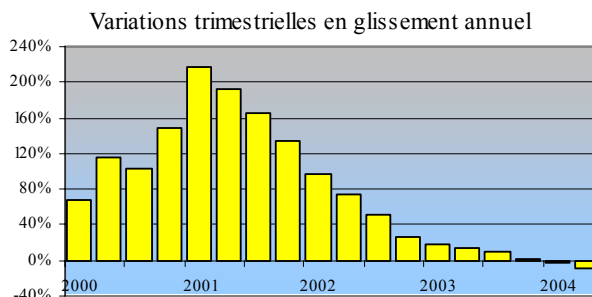
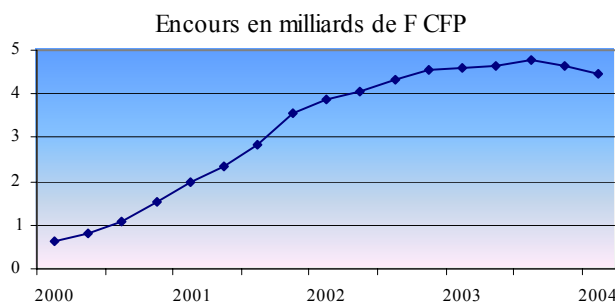
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



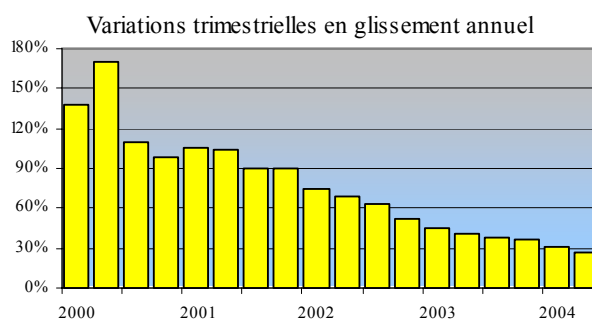
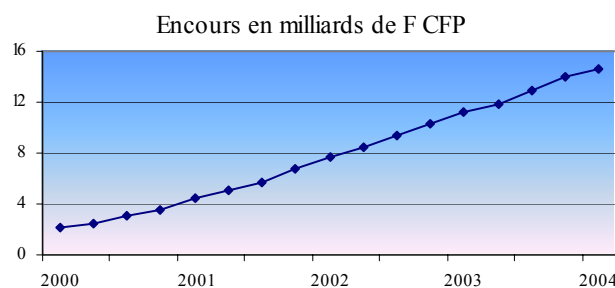
Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents » (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.3 La masse monétaire et ses contreparties

1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

Commentaires :

Au deuxième trimestre 2004 la masse monétaire M3 s'est établie à 294,2 milliards de F CFP contre 280,9 un an auparavant, soit + 4,7 % en glissement annuel.

La préférence des agents économiques pour les placements les plus liquides a favorisé la croissance de M1 (+ 12,7 %) et de M2 (+ 13,8 % pour M2-M1) sur la période. La rémunération moins attractive du long terme a pesé sur les dépôts à terme (- 17,3 %).

Pour leur part, les plans d'épargne logement ont continué leur expansion et permis à P1 de s'amplifier de 36 %.

COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles au		
	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003	30/06/2004
M1								
Circulation fiduciaire	9 335	8 950	9 959	8 988	9 759	7,1%	2,3%	4,5%
- Billets	7 875	7 484	8 456	7 492	8 260	7,6%	2,0%	4,9%
- Pièces	1 460	1 465	1 503	1 496	1 499	4,4%	3,4%	2,7%
Dépôts à vue	99 696	101 784	117 790	112 145	113 093	7,3%	12,3%	13,4%
- Banques	94 041	95 772	111 710	105 010	107 066	7,3%	12,4%	13,9%
- O.P.T.	5 656	6 012	6 080	7 136	6 027	6,5%	11,3%	6,6%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Total M1	109 032	110 733	127 748	121 134	122 853	7,3%	11,4%	12,7%
M2 - M1	70 162	75 304	78 783	79 827	79 819	30,5%	33,3%	13,8%
Comptes sur livrets	69 974	75 101	78 568	79 593	79 599	30,4%	33,3%	13,8%
Comptes d'épargne-logement	188	203	215	234	220	126,5%	45,4%	17,3%
Total M2	179 193	186 037	206 531	200 961	202 672	15,3%	18,9%	13,1%
M3 - M2	101 729	97 698	98 770	94 731	91 507	-13,6%	-14,5%	-10,0%
Dépôts à terme	80 550	76 343	76 786	72 046	66 609	-12,7%	-14,5%	-17,3%
- Banques	80 550	76 343	76 786	72 046	66 609	-12,7%	-14,5%	-17,3%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons	12 316	11 948	13 464	14 068	15 903	- 4,9%	- 4,5%	29,1%
Certificats de dépôt	8 864	9 408	8 520	8 617	8 995	-29,3%	-27,1%	1,5%
Total M3	280 923	283 735	305 301	295 691	294 179	2,8%	5,5%	4,7%
P1	6 187	6 744	7 297	7 900	8 414	95,5%	53,0%	36,0%
(Epargne contractuelle)								
Plans d'épargne-logement	6 187	6 744	7 297	7 900	8 414	95,5%	53,0%	36,0%
Compte d'épargne à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres cptes d'épargne à rég spéc	-	-	-	-	-	-	-	-
M3 + P1	287 110	290 479	312 598	303 591	302 593	3,9%	6,3%	5,4%

1. L'évolution monétaire et financière

1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Commentaires :

Les avoirs hors zone d'émission des établissements des banques polynésiennes sont ressortis en diminution de 2,8 % en glissement annuel (53,6 milliards de F CFP au 30 juin 2004 contre 55,1 un an plus tôt).

Quant à leurs engagements hors zone d'émission, ils sont passés de 35,9 milliards de F CFP à fin juin 2003 à 46,8 l'année suivante, soit + 30,2 % sur la période.

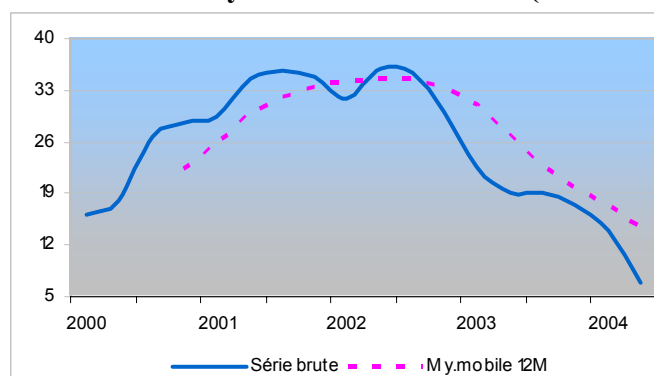
De ce fait, leur position extérieure nette, qui résulte de la différence entre les avoirs et les engagements, s'est restreinte de 64,6 % (6,8 milliards de F CFP en juin 2004 contre 19,1 en juin 2003).

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles		
	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003	30/06/2004
Avoirs hors zone d'émission	72 612	67 487	67 303	64 679	70 938	-12,9%	-17,5%	- 2,3%
Institut d'émission	17 539	16 420	18 555	16 460	17 380	4,3%	4,3%	- 0,9%
Etablissements de crédit locaux (*)	55 073	51 067	48 748	48 219	53 557	-17,2%	-23,5%	- 2,8%
Créances du Trésor public	- 354	- 354	- 354	802	- 392	-20,7%	98,3%	10,7%
Concours sur ressources monétaires	208 664	216 602	238 352	230 210	223 633	9,7%	14,6%	7,2%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	298 528	306 213	322 737	322 173	329 950	10,8%	10,5%	10,5%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	89 864	89 610	84 385	91 963	106 317	13,4%	0,3%	18,3%
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	27 118	28 373	23 826	24 577	25 655	8,7%	- 3,5%	- 5,4%
Provisions sur créances douteuses	10 551	11 219	10 394	10 814	10 779	11,6%	4,5%	2,2%
Engagements hors zone d'émission (*)	35 929	32 641	31 394	34 270	46 781	17,7%	- 7,2%	30,2%
Epargne contractuelle	6 187	6 744	7 297	7 900	8 414	95,5%	53,0%	36,0%
Divers	10 079	10 633	11 474	14 402	14 688	- 9,7%	5,2%	45,7%
Total M3	280 922	283 735	305 301	295 691	294 178	2,8%	5,5%	4,7%
Position extérieure nette du système bancaire local *	19 144	18 426	17 354	13 949	6 777	-46,8%	-42,0%	-64,6%

* La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission des ces mêmes établissements.

Position extérieure nette du système bancaire local (en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

1.4.1 Le financement des crédits bancaires

Commentaires :

Les ressources des établissements de crédit locaux proviennent essentiellement des dépôts qu'ils collectent. A la fin du deuxième trimestre 2004, ces derniers, minorés des encaisses, en procuraient 83,5 %, à savoir 283,4 milliards de F CFP sur un total de 339,3.

Les ressources propres ont constitué 10,7 % des ressources des établissements de crédit au 30 juin 2004 (36,4 milliards de F CFP). Le recours au réescompte, bien qu'en forte croissance sur l'année (+21,6 %), demeure encore minime avec seulement 1,9 % du financement (6,4 milliards de F CFP).

Les crédits distribués par les banques de la place absorbent la majeure partie de leurs ressources : en juin 2004, 97,3 % de ces dernières y étaient affectées, le reliquat de 2,7 % étant consacré aux réserves obligatoires. En l'espace d'un an, entre juin 2003 et juin 2004, l'encours des crédits bruts a progressé de 10,5 % (330 milliards de F CFP contre 298,5) tandis que les dépôts ne croissaient que de 35,2 % (283,4 milliards de F CFP contre 269,5).

1. L'évolution monétaire et financière

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2003

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	298 529	96,29%	Dépôts collectés - encaisses	269 467	86,92%
Réserves obligatoires	11 497	3,71%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	37 669	12,15%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	16 746	5,40%
			Réesc compte	5 289	1,71%
			(-) position extérieure nette des EC	-19 144	-6,17%
Total emplois	310 028	100%	Total ressources	310 028	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2003

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	322 737	96,88%	Dépôts collectés - encaisses	292 580	87,83%
Réserves obligatoires	10 375	3,35%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	34 219	10,27%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	17 909	5,38%
			Réesc compte	5 759	1,73%
			(-) position extérieure nette des EC	-17 354	-5,21%
Total emplois	333 114	100%	Total ressources	333 114	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2004

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	329 950	97,25%	Dépôts collectés - encaisses	283 369	83,52%
Réserves obligatoires	9 342	2,75%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	36 434	10,74%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	19 834	5,85%
			Réesc compte	6 432	1,90%
			(-) position extérieure nette des EC	-6 777	-2,00%
Total emplois	339 293	100%	Total ressources	339 293	100%

1. L'évolution monétaire et financière

1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

Commentaires :

Les opérations interbancaires

Les ressources des établissements de crédit locaux se sont élevées à 50,3 milliards de F CFP, constituées majoritairement de 16,2 milliards de F CFP de dépôts à moins d'un mois (32,2 % du total) et de 31,7 milliards de F CFP de dépôts à plus d'un an (63,1 %).

Les emplois, pour leur part, sont concentrés sur des opérations inférieures à trois mois : sur 69,8 milliards de F CFP au 30 juin 2004, ces dernières en totalisaient 91,6 %, pour un montant de 64 milliards de F CFP.

Les opérations avec la clientèle

Le solde des opérations avec la clientèle, obtenu par la différence entre les ressources (290,3 milliards de F CFP en juin 2004) et les emplois (319,2 milliards de F CFP), faisait apparaître un déficit de 28,8 milliards de F CFP, contre 21,3 milliards au second trimestre 2003 (+ 35,5 %).

De manière générale, si les ressources des établissements de crédit polynésiens sont plutôt à court terme, leurs emplois sont de plus longue durée. Au 30 juin 2004, 82,6 % des premières consistaient en dépôts de moins d'un mois (239,9 milliards de F CFP), alors que 67,1 % des secondes étaient destinées à des opérations de terme supérieur à un an (214,1 milliards de F CFP).

1. L'évolution monétaire et financière

EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

30/06/2004	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
OPERATIONS INTERBANCAIRES									
EMPLOIS									
Caisse	3 437	3 437	0						
Banques centrales et OPT	9 479	9 479	0						
Comptes ordinaires débiteurs	12 111	12 111	0						
Comptes et prêts à terme dont réseau	44 377	3 158	0	22 429	12 913	793	971	3 341	772
Val. reçues en pension à terme	0	0	0						
Prêts à la clientèle financière	0	0	0						
VNI, créances douteuses et créances rattachées	425	425	0						
Total emplois	69 828	28 609	0	22 429	12 913	793	971	3 341	772
RESSOURCES									
Banques centrales et OPT	136	136	0	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires créditeurs	6 959	6 959	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts à terme dont réseau	35 877		1 126	677	521	1 821	2 743	16 342	12 648
Val. données en pension à terme	6 432		0	6 432	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0		0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	881	881	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	50 285	7 976	1 126	7 110	521	1 821	2 743	16 342	12 648
RESSOURCES - EMPLOIS	-19 543	-20 634	1 126	-15 319	-12 393	1 028	1 772	13 001	11 876
Cumul		-20 634	-19 507	-34 827	-47 219	-46 192	-44 420	-31 419	-19 543
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE									
EMPLOIS									
Comptes ordinaires débiteurs	19 665	19 665	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	287 420	0	29 816	16 397	13 691	14 274	27 845	117 333	68 064
VNI, créances douteuses et créances rattachées	6 719	6 719	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 061	0	119	19	26	39	74	523	262
Crédit-bail et opérations assimilées	4 305		4 305	0	0	0	0	0	0
Location simple	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	319 171	26 384	34 240	16 416	13 717	14 313	27 919	117 856	68 325
RESSOURCES									
Comptes ordinaires créditeurs	107 066	107 066	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	88 233		82 044	7	10	2	5	5 472	694
Comptes créditeurs à termes	66 609		0	31 792	10 086	7 144	8 418	9 074	96
Bons de caisse et bons d'épargne	15 903		3 597	3 057	2 758	3 959	1 796	735	0
Titres de créances négociables	8 995		131	8 639	224	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	3 524	3 524	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	290 331	110 591	85 772	43 495	13 078	11 105	10 219	15 281	790
RESSOURCES - EMPLOIS	-28 840	84 206	51 532	27 079	-639	-3 208	-17 700	-102 575	-67 535
Cumul		84 206	135 738	162 817	162 178	158 970	141 270	38 695	-28 840
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	25 655								

2. Rappel des taux

2.1 Taux administrés

2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

1999	2000	2001	2002	2003	2004
3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %

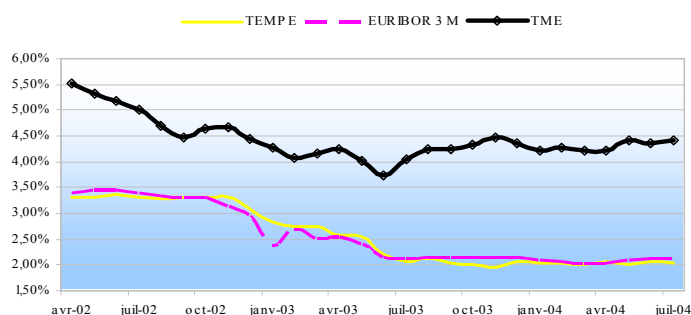
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	Date d'effet	Taux	Taux de sortie maxima applicables aux crédits pour accès au réescompte
Taux de la facilité de dépôt	10/06/2003	1,00%	4,50% (depuis le 01/01/04) 6,45 % à 6,90 % (Taux SGFGAS depuis le 01/05/04)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2003	1,50%	
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
Taux de la facilité de prêt marginal	10/06/2003	3,00%	
Taux de l'escompte de chèques	10/06/2003	3,00%	

2.2 Taux du marché

2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	févr-04	mars-04	avr-04	mai-04	juin-04	juil-04
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,0334%	1,9984%	2,0620%	2,0097%	2,0610%	2,0350%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,0700%	2,0290%	2,1460%	2,0860%	2,1160%	2,1130%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	4,27%	4,01%	4,36%	4,41%	4,35%	4,41%



2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. Il a baissé de 0,25 point le 1^{er} juillet 2003.

Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Oct-99	Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03
7,10	7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60

2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

2.3.1 Crédits aux particuliers

<i>Seuils de l'usure</i>	3e trim. 2003	4e trim. 2003	1er trim. 2004	2e trim. 2004	3e trim. 2004
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,37%	6,88%	6,77%	6,83%	6,67%
- Prêts à taux variable	6,89%	6,40%	6,11%	5,99%	5,88%
- Prêts à taux relais	7,63%	7,12%	7,04%	7,07%	6,72%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,63%	21,25%	20,85%	20,96%	20,73%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	17,27%	16,84%	16,52%	16,57%	16,64%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	10,36%	9,96%	9,60%	9,68%	9,07%

2.3.2 Crédits aux entreprises

<i>Seuils de l'usure</i>	3e trim. 2003	4e trim. 2003	1er trim. 2004	2e trim. 2004	3e trim. 2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,15%	8,72%	8,33%	8,52%	8,40%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,92%	6,49%	6,33%	6,35%	6,00%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,39%	6,79%	6,48%	6,57%	6,41%
- Découverts en compte	11,47%	11,19%	11,19%	11,05%	10,73%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,21%	8,73%	8,67%	8,49%	7,73%

2. Rappel des taux

2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête sur le coût du crédit aux particuliers sur la période décembre 2003 – janvier 2004 réalisée à partir des données communiquées par les établissements de crédits locaux a permis de rassembler 5 190 nouveaux dossiers de prêts représentant un montant global de 8,3 milliards de F CFP (5 785 pour un total de 7,5 milliards de F CFP en juillet-août 2003).

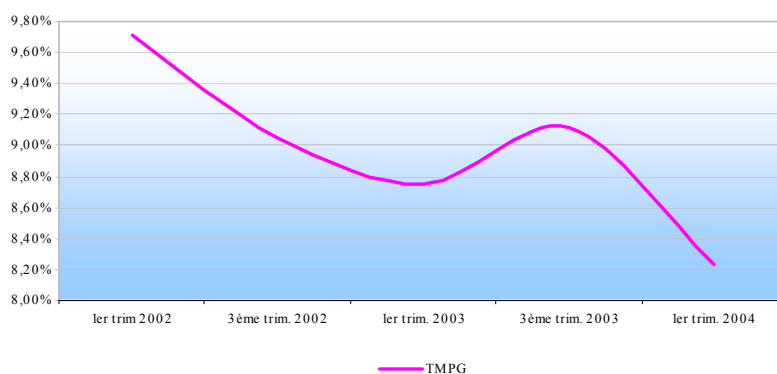
Le taux moyen pondéré global (TMPG) s'est affiché à 8,23 % en janvier 2004, en baisse de 0,88 point par rapport à l'enquête précédente (9,11 %) et de 0,52 point en glissement annuel (8,75 % en janvier 2003).

La baisse des taux moyens des prêts personnels supérieurs à 181 920 F CFP de 1,47 point (8,06 % contre 9,53 %), et celle des prêts immobiliers de 0,68 point (6,28 % contre 6,86 %) ont grandement contribué au repli du TMPG de 0,88 point sur le semestre.

Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers

	3ème trim. 2002	1er trim. 2003	3ème trim. 2003	1er trim. 2004	Variations annuelles
Prêts immobiliers	7,29%	7,03%	6,86%	6,28%	-0,75 pt
Prêts immobiliers relais	6,74%	7,38%	6,73%	5,84%	-1,54 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP	12,75%	12,31%	13,75%	13,38%	1,07 pt
Découverts	11,08%	10,78%	10,47%	10,57%	-0,21 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP	9,96%	8,85%	9,53%	8,06%	-0,79 pt
TMPG	9,05%	8,75%	9,11%	8,23%	0,52 pt

Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers



2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises réalisée pendant les mois de décembre 2003 et janvier 2004 auprès des trois banques polynésiennes a permis de recenser 667 déclarations d'un montant d'environ 14,8 milliards de F CFP.

Les établissements de crédit polynésiens ont poursuivi leur baisse des taux, affichant pour cette enquête un taux moyen pondéré global (TMPG) en retrait de 0,41 point sur le semestre (5,14 % contre 5,55 % auparavant).

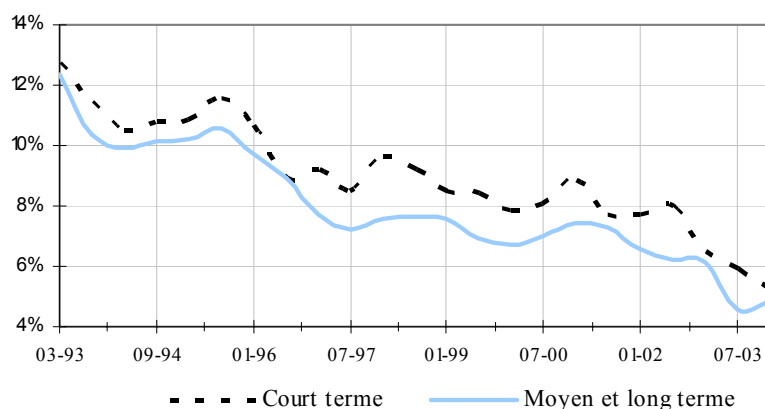
Par type de crédit, les découverts (44 % des financements) ont affiché un TMP en retrait de 0,54 point par rapport à l'enquête précédente (5,15 % contre 5,69 %), le taux moyen de l'escompte s'est lui aussi réduit (7,52 % contre 8,35 % en août 2003 soit - 0,83 point) de même que celui des autres crédits à court terme (4,40 % contre 5,33 % six mois plus tôt, soit - 0,93 point).

Par durée, le TMPG des crédits court terme est ressorti en repli de 0,68 point pour s'afficher à 5,25 % et celui des concours à moyen et long terme a connu une évolution positive (4,89 % contre 4,57 % en août 2003, soit + 0,32 point).

Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	3ème trim. 2002	1er trim. 2003	3ème trim. 2003	1er trim. 2004	Variations annuelles
Escompte	9,78%	8,84%	8,35%	7,52%	-1,32 pt
Découverts	8,02%	6,66%	5,69%	5,15%	-1,51 pt
Autres crédits à court terme	6,09%	4,52%	5,33%	4,40%	-0,12 pt
Total court terme	8,03%	6,51%	5,93%	5,25%	-1,26 pt
Moyen et long terme	6,22%	6,11%	4,57%	4,89%	-1,22 pt
TMPG	7,49%	6,40%	5,55%	5,14%	-1,26 pt

Coût du crédit aux entreprises



L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires** ;
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

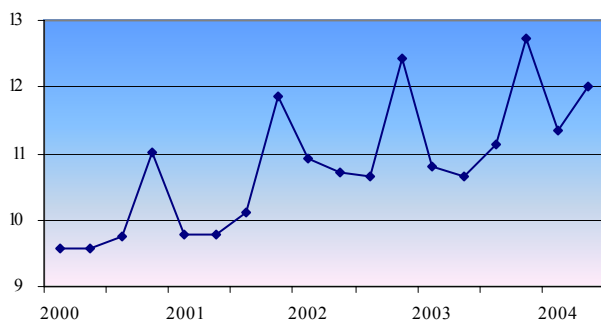
3. Autres activités de l'IEOM

3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

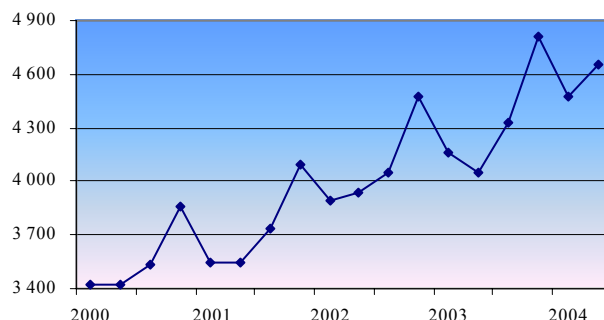
3.1.1 L'émission de billets CFP

Au terme du second trimestre 2004, l'émission nette de billets F CFP s'est inscrite en progression de 15 % en rythme annuel, à 4.654.356 billets. En valeur, elle a connu un taux de croissance de 12,6 % pour atteindre 12 milliards de F CFP. Sur un an, toutes les coupures ont enregistré une hausse de leur nombre : de 6,7 % pour les 10.000 F CFP, de 23,3 % pour les 5.000 F CFP, de 20,6 % pour les 1.000 F CFP et de 5,8 % pour les 500 F CFP.

Emissions nettes de billets en valeur
(en milliards de F CFP)

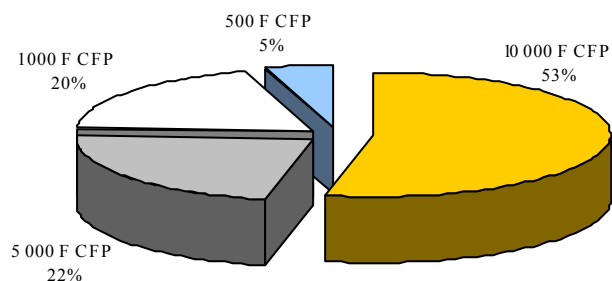


Emissions nettes de billets en milliers d'unités

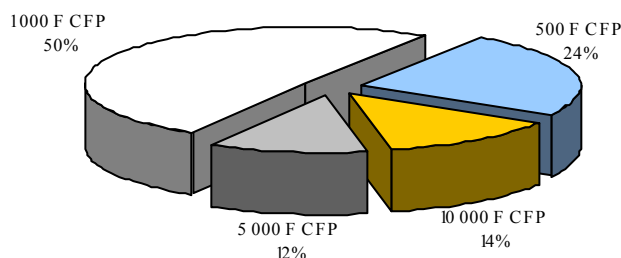


Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets CFP à fin juin 2004

Répartition en valeur



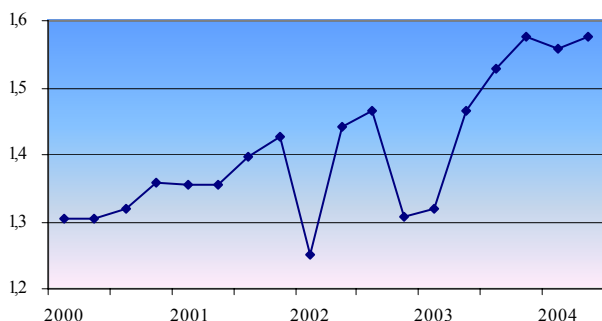
Répartition par quantité



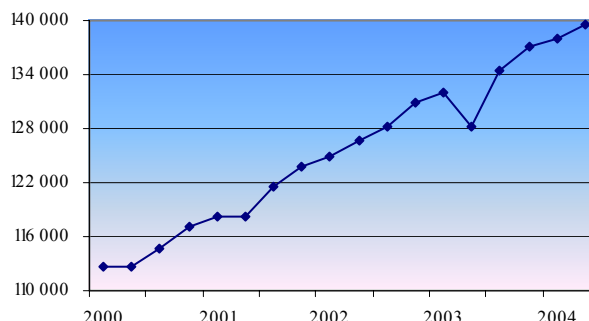
3.1.2 L'émission de pièces CFP

L'émission nette de pièces s'est affichée en hausse de 8,8 % par rapport à juin 2003, soit 139,6 millions de pièces pour un montant de 1,6 milliard de F CFP (+ 7,7 % sur un an). L'évolution numéraire annuelle par pièce est la suivante : + 7 % pour les 100 F CFP, + 7,7 % pour les 50 F CFP, + 8,1 % pour les 20 F CFP, + 8,7 % pour les 10 F CFP, + 9,9 % pour les 5 F CFP, + 10,9 % pour les 2 F CFP et + 7,7 % pour les 1 F CFP.

Emissions nettes de pièces en valeur
(en milliards de F CFP)

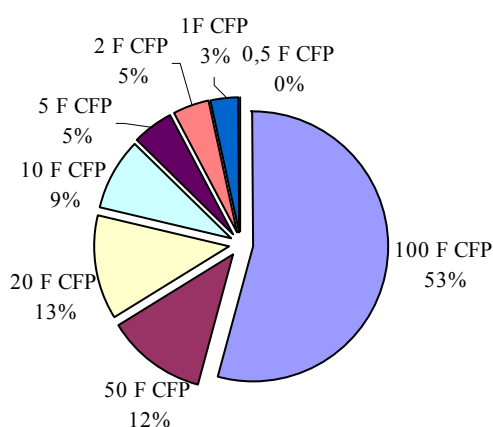


Emissions nettes de pièces en milliers d'unités

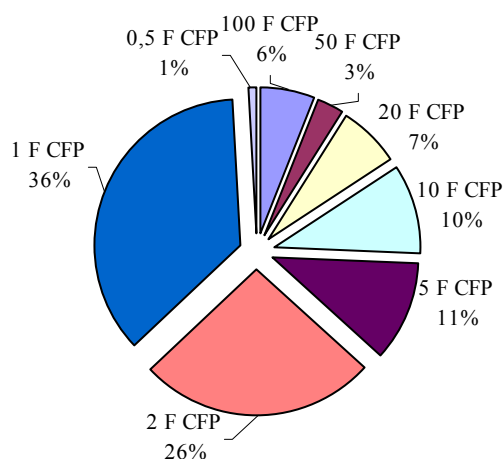


Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces CFP à fin juin 2004

Répartition en valeur



Répartition par quantité

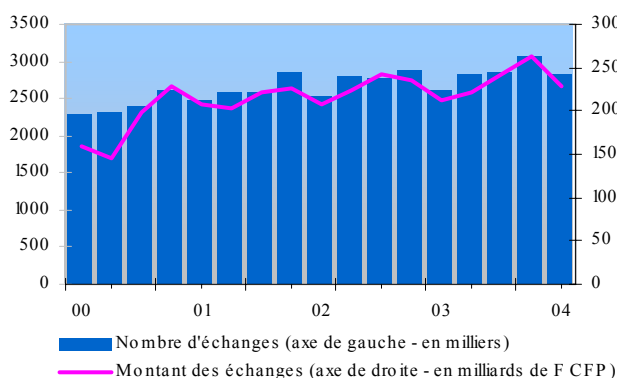


3. Autres activités de l'IEOM

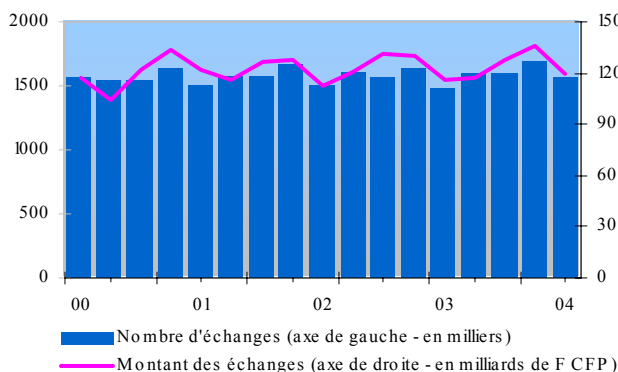
3.2 Les systèmes d'échanges

La chambre de compensation de Papeete a connu une croissance de son activité sur le deuxième trimestre 2004 comparativement au second trimestre 2003 : les volumes compensés sont ainsi passés de 2,8 à 2,9 millions en un an (+ 2 %) et leur valeur de 221,6 milliards à 236,8 milliards de F CFP (+ 6,9 %). Par rapport au premier trimestre de l'année, les règlements compensés se sont accrus, de 2,1 % en volume et de 3,4 % en valeur.

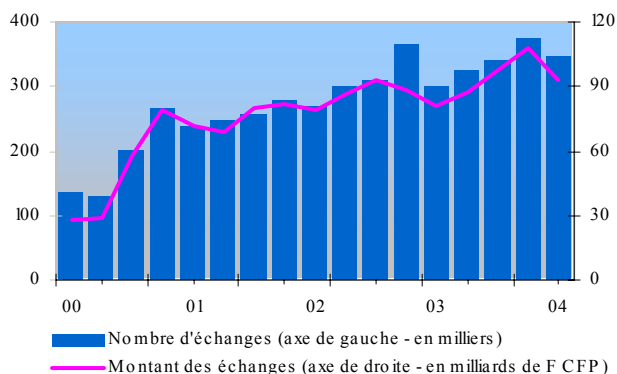
Compensation des échanges de valeurs



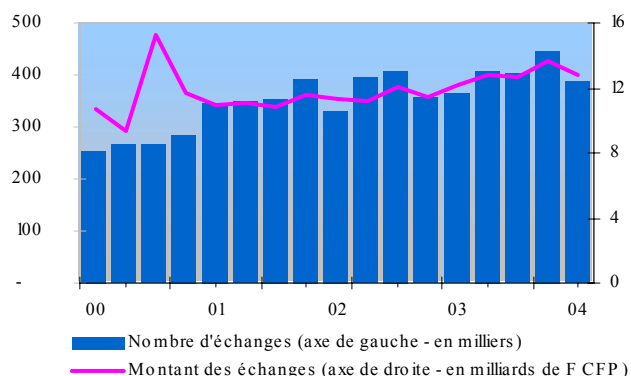
Compensation des chèques



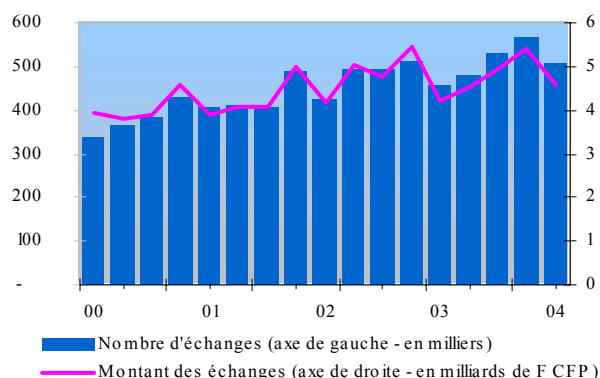
Compensation des virements



Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



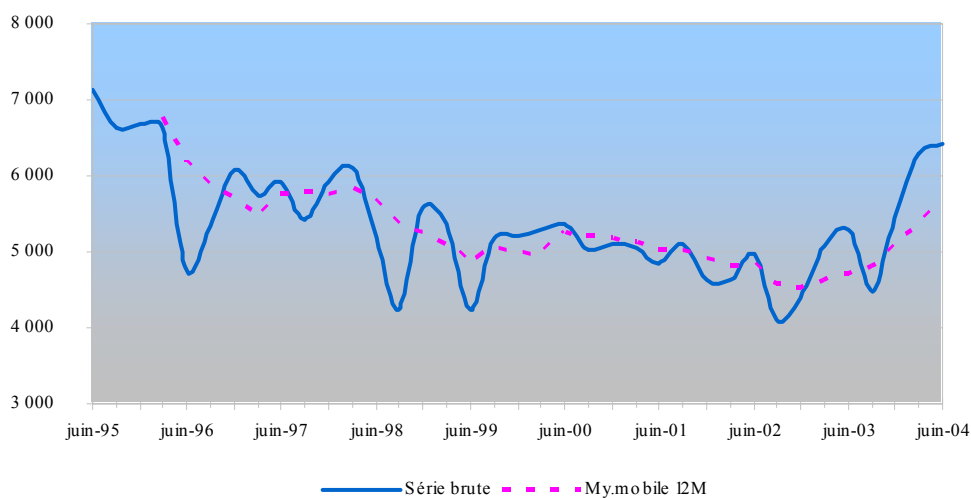
Compensation des opérations monétiques



3.3 Le refinancement

Au 30 juin 2004, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM s'établissait à 6,4 milliards de F CFP, en hausse de 2,3 % sur le trimestre et de 21,6 % en glissement annuel. Sur l'année, cette progression est soutenue par l'expansion rapide du refinancement à moyen terme (+ 29,7 %) et dans une moindre mesure à celui des engagements à court terme (+ 18,4 %).

Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE
Responsable de la rédaction : R. MICHEL
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 06 Septembre 2004
Dépôt légal : 06 Septembre 2004- N° ISSN 0296-3116